

L'AFRIQUE FACE AUX GRANDES PUISSANCES
Un terrain de jeu géopolitique mondial

LOGISTIQUE EN AFRIQUE CENTRALE
RDC future plaque tournante?

MONNAIE UNIQUE AFRICAINE
Rêve de souveraineté et stratégie économique

FINTECHS
Mobile banking et Intelligence Artificielle

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES
Vers une économie des blocs?

EUROBOND DE 1,5 MILLIARDS \$
Le pari audacieux de Kinshasa?

ECONOSCOPE

DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES

ÉDIT. N° 1 • OCTOBRE 2025

LE MARCHÉ INFORMEL

...Son apport dans la balance économique de la République Démocratique du Congo

LE PLEIN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE SECTEUR DES MINÉRAIS

Par Prof. Floribert NKAMA

LE PRÉSIDENT TSHISEKEDI RÉVEILLERA-T-IL ENFIN LE GÉANT AU CŒUR DE L'AFRIQUE?

Par l'Ambassadeur Johnson BAE LONGANDI et Franck BAE LONGANDI

DOLLAR ROI

L'extra-territorialité du billet vert

DÉFIS ET AMBITIONS

Entretien avec Frédéric Olivier GIESKES LOMANI
Directeur Général de Fracht Logistics DRC





Investir durablement



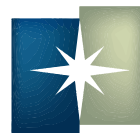
BGFIBank RDC SA

Tel : +243 82 61 80 087 / Email : eqc.rdc@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



Le meilleur est
À Avenir



BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir



**La sécurité et l'intégrité
de vos marchandises
tout au long du processus**



Av. de la République N°3b,
Q/Manenga, C/Ngaliema



+243 815 527 008



contact@optimumlogistics.pro



www.optimumlogistics.pro

ÉDITO

Lumière sur l'économie congolaise...

Econoscope, un nouveau magazine trimestriel congolais entièrement dédié aux fluctuations économiques. Dans un contexte où les enjeux économiques et les décisions politiques sont plus que jamais imbriqués, ce lancement tombe à point nommé.

Econoscope se positionne d'emblée comme une référence incontournable pour les décideurs, les entrepreneurs et tous ceux qui cherchent à comprendre les dynamiques complexes qui façonnent notre monde.

À travers des analyses approfondies, des interviews exclusives et des décryptages pointus, Econoscope promet d'apporter un éclairage pertinent et rigoureux sur les grandes tendances économiques, tant au niveau national qu'international.

Ce magazine ne se contente pas de relater l'actualité; il ambitionne de la décortiquer, de la contextualiser et d'en révéler les dessous.

Pour les décideurs, il sera un outil précieux pour anticiper les tendances et prendre des décisions éclairées.

Pour les entrepreneurs, il offrira des clés de compréhension indispensables pour naviguer dans un environnement économique en constante évolution.

En somme, Econoscope est un projet ambitieux, une invitation à penser autrement, à agir avec discernement.

Une initiative qui, espérons-le, saura s'imposer comme une boussole indispensable dans le paysage médiatique congolais.

— La Rédaction

ECONOSCOPE

Périodicité: Trimestriel

ÉDITEUR: K Consult
Adresse du siège: 34611 av. Basoko, Ngaliema
Téléphone: +243 829 406 258
e-mail: contact@econoscope.info
Site web: www.econoscope.info

DIRECTION

Directeur de la publication: Erick Kumenda
Directeur Adjoint: Adryenne Tshite
Rédacteur en chef: Augustine Kalunga
Rédacteurs: Ange Malundama, Ernest Tshiaku Kabamba, Frederic Yav Kasongo, Rachel Tshombo, Anne-Marie Tshikala, Luzolo Zolantima, Cyprien Ngadu, Olivier Van Lindt, Maria Wavelela

COLLABORATEURS

Professeur Floribert Nkama
Son Excellence Johnson Baelongandi
Franck Baelongandi

CONCEPTION ET RÉALISATION

Maquette et design graphique: Erick Kumenda, Nanichou
Photographies et illustrations: Isabelle Bamba, Marc-Henri Bilonda, Nanichou

Impression: Imprimerie New AGB
5501 Avenue de l'Ouest, concession ITB, Kingabwa, Limete, Kinshasa, RDC.

DIFFUSION & ABONNEMENTS

Téléphone: +243 829 406 258
e-Mail: sales@econoscope.info

MENTIONS LÉGALES

Dépôt légal: LK 3.02510-57544
Bibliothèque Nationale du Congo
Copyright © 2025 K Consult

Toute reproduction, même partielle, est interdite sans autorisation écrite. Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs



@Econoscope_Info



+243 998 865 500
contact@acrep-rdc.com/kkallo@yahoo.fr
www.acrep-rdc.com

1287, Boulevard du 30 Juin
Immeuble Rwindi, local 33A, Kinshasa/Gombe
Réf: En face de la Sonas



SOMMAIRE

- 08** — **L'AFRIQUE FACE AUX GRANDES PUISSANCES**
Un terrain de jeu géopolitique mondial
- 10** — **LOGISTIQUE EN AFRIQUE CENTRALE**
RDC future plaque tournante?
- 12** — **LE MARCHÉ INFORMEL**
...Son apport dans la balance économique de la République Démocratique du Congo
- 16** — **LE PLEIN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE SECTEUR DES MINÉRAIS**
Par Prof. Floribert NKAMA
- 20** — **L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE EN EUROPE**
De l'investissement à la réponse aux besoins du marché. Entretien avec Chrystelle EPEDE AKAME, Juriste d'entreprise chez Pox Consulting
- 22** — **LE PRÉSIDENT TSHISEKEDI RÉVEILLERA-T-IL ENFIN LE GÉANT AU CŒUR DE L'AFRIQUE?**
Par l'ambassadeur Johnson BAE LONGANDI et Franck BAE LONGANDI
- 24** — **MONNAIE UNIQUE AFRICAINE**
Rêve de souveraineté et stratégie économique
- 27** — **FINTECHS**
Mobile banking et Intelligence Artificielle
- 30** — **DOLLAR ROI ET L'EXTRA-TERRITORIALITÉ DU BILLET VERT**
- 34** — **DÉFIS ET AMBITIONS**
Entretien avec Frédéric Olivier GIESKES LOMANI, Directeur Général de Fracht Logistics DRC
- 38** — **PREMIER EUROBOND DE 1,5 MILLIARDS \$ DE LA RDC**
Le pari audacieux de Kinshasa?
- 40** — **PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES**
Vers une économie des blocs?
- 42** — **LE CLIMAT DES AFFAIRES**
- 44** — **LA RIVALITÉ GÉOÉCONOMIQUE STRUCTURANTE DU XXIE SIÈCLE**
- 48** — **LE MARCHÉ IMMOBILIER DE KINSHASA**
- 50** — **SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE**
- 55** — **ET SI...**
- 58** — **ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS ET SECTEURS D'AVENIR**
- 60** — **LE CAPITAL HUMAIN DE LA RDC**

L'AFRIQUE FACE AUX GRANDES PUISSANCES

Un terrain de jeu géopolitique mondial

L'Afrique, continent aux ressources naturelles abondantes et à la démographie galopante, est devenue un enjeu central dans les stratégies des grandes puissances mondiales.

La Chine, les États-Unis, la Russie et l'Europe y déploient des efforts considérables pour y asseoir leur influence, chacun avec des méthodes et des objectifs distincts.

La Chine est sans conteste l'acteur le plus visible et le plus ambitieux en Afrique.

Depuis le début des années 2000, Pékin a investi des milliards de dollars dans des projets d'infrastructure, des mines, des télécommunications et des énergies renouvelables. La stratégie chinoise est claire: sécuriser l'accès aux matières premières (pétrole, minerais, terres rares) tout en ouvrant de nouveaux marchés pour ses entreprises.

Les projets phares, comme le chemin de fer Mombasa-Nairobi au Kenya ou le port de Doraleh à Djibouti, illustrent cette approche.

Cependant, cette présence massive suscite des critiques. Les dettes contractées par certains pays africains envers la Chine, souvent opaques, font craindre un "piège de la dette" qui pourrait menacer la souveraineté économique de ces États.

Les États-Unis, longtemps distancés par la Chine, tentent de reprendre du terrain. L'initiative "Prosper Africa", lancée en 2019, vise à renforcer les échanges commerciaux et les investissements américains sur le continent.

Washington mise également sur des partenariats sécuritaires, notamment dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Cependant, les États-Unis peinent à rivaliser avec les investissements chinois et leur image en Afrique reste entachée par des décennies de politiques perçues comme paternalistes.

La Russie, quant à elle, adopte une approche plus discrète mais tout aussi stratégique.

Par le biais de sociétés militaires privées comme le groupe Wagner, Moscou étend son influence dans des pays riches en ressources, tels que le Mali, la Centrafrique ou le Soudan.

Ces sociétés fournissent des services de sécurité, forment les armées locales et, en échange, obtiennent des concessions minières ou des accès privilégiés aux ressources.

Cette stratégie permet à la Russie de renforcer son emprise sans engager directement son armée.

L'Europe, enfin, reste un partenaire historique de l'Afrique, mais son influence s'érode.

Les accords de partenariat économique et les aides au développement, souvent conditionnés à des réformes politiques ou économiques, sont perçus comme paternalistes par de nombreux Africains.

L'Union européenne tente de se repositionner avec son " Global Gateway", une initiative visant à concurrencer les nouvelles routes de la soie chinoises, mais elle peine à convaincre.

Les BRICS: une alternative pour les économies africaines?

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) représentent une alternative croissante aux institutions occidentales.

Pour l'Afrique, cette alliance offre des opportunités de diversification économique et de réduction de la dépendance vis-à-vis de l'Occident. La Chine et l'Inde sont les principaux investisseurs des BRICS en Afrique.

La Chine, comme mentionné précédemment, investit massivement dans les infrastructures, tandis que l'Inde mise sur les technologies de l'information et les services.

La Russie et le Brésil cherchent également à renforcer leurs liens commerciaux, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'agroalimentaire.

L'Afrique du Sud, joue un rôle clé en portant les intérêts du continent au sein du groupe.

Cependant, les BRICS ne sont pas sans controverse. Leur modèle de développement, souvent critiqué pour son manque de transparence et ses impacts environnementaux, soulève des questions sur la durabilité de leurs investissements en Afrique.

Marginalisation ou affirmation?

Sur la scène internationale, l'Afrique cherche à faire entendre sa voix. À l'ONU, les pays africains plaident pour une réforme du Conseil de sécurité afin d'obtenir une représentation permanente. Cette revendication, portée par l'Union africaine (UA),

reflète une volonté de peser davantage dans les décisions mondiales.

Au FMI et à la Banque mondiale, l'Afrique reste largement sous-représentée, malgré les réformes engagées pour ajuster les quotes-parts.

Les pays africains réclament une plus grande prise en compte de leurs spécificités économiques, notamment en matière d'annulation de la dette et de financement du développement.

L'UA, quant à elle, tente de renforcer son rôle de leadership continental. Malgré des défis internes – divergences politiques, conflits armés, crises migratoires –, l'organisation œuvre pour une intégration régionale accrue et une position commune sur les enjeux globaux.

Les nouvelles routes de la soie: opportunités et risques pour l'Afrique

L'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative, BRI) a des répercussions majeures sur l'Afrique.

En finançant des projets d'infrastructures – ports, routes, voies ferrées –, la Chine facilite les échanges commerciaux et stimule la croissance économique.

Malgré cela, ces projets s'accompagnent de risques. L'endettement de certains pays, comme le Kenya ou la Zambie, suscite des inquiétudes quant à leur souveraineté économique.

Par ailleurs, les infrastructures construites par la Chine bénéficient souvent davantage aux intérêts chinois qu'aux populations locales.

On peut en déduire que l'Afrique se trouve à un carrefour géopolitique crucial. Tirillée entre les influences des grandes puissances et les ambitions des BRICS, elle doit naviguer entre opportunités et défis pour affirmer son rôle sur la scène internationale.

Les années à venir seront déterminantes pour savoir si le continent parvient à transformer ses richesses en véritable puissance globale.

Par Anne-Marie Tshikala



LOGISTIQUE EN AFRIQUE CENTRALE, LA RDC, FUTURE PLAQUE TOURNANTE?



Peu de pays africains peuvent se targuer d'avoir un tel potentiel géographique que la République démocratique du Congo. Nichée au cœur du continent, avec ses 9 pays voisins, sa façade maritime sur l'Atlantique, et traversée par le puissant fleuve Congo, la RDC pourrait jouer un rôle stratégique dans la logistique régionale. En théorie. Car dans les faits, le pays demeure largement enclavé sur lui-même, sans corridors logistiques pleinement fonctionnels, ni chaîne d'approvisionnement fluide.

Entre ambitions régionales, projets d'infrastructures souvent décorrélés et obstacles institutionnels tenaces, la RDC cherche encore le bon aiguillage pour passer du potentiel à la performance.

Une géographie en or... mais un système logistique en panne

Avec 2,3 millions de km², un territoire aussi vaste que l'Europe de l'Ouest, la RDC constitue un point de jonction naturel entre l'Afrique australe, orientale et centrale.

Matadi et Banana au sud-ouest pourraient être des portes d'entrée pour les

flux commerciaux continentaux. Kalemie, à l'Est, offre un débouché stratégique vers les Grands Lacs. Et le poste de Kasumbalesa, dans le Haut-Katanga, est déjà un nœud incontournable des exportations minières vers la Zambie, puis l'Afrique du Sud.

Mais aucun de ces axes n'est aujourd'hui pleinement opérationnel à une échelle industrielle ou logistique compétitive.

Le système est morcelé, chaotique, avec une dépendance structurelle à l'égard des réseaux de transport voisins.

Le cuivre et le cobalt produits dans le Lualaba et le Haut-Katanga, par exemple, empruntent encore massivement le corri-

dor sud, via la Zambie, jusqu'au port sud-africain de Durban, avec un coût logistique souvent supérieur à 300 USD par tonne.

Un indice logistique au plus bas

Selon l'édition 2023 de l'indice de performance logistique (LPI) publié par la Banque mondiale, la RDC est classée 161e sur 172 pays. Les performances les plus faibles concernent:

- La fiabilité des chaînes d'approvisionnement, en raison des pannes fréquentes et des retards aux frontières;

- La qualité des infrastructures, où le pays reste en dessous de la moyenne africaine;

- Et la compétence des opérateurs logistiques, freinée par la faible formalisation du secteur.

Un responsable d'une entreprise belge implantée à Kinshasa dans l'agro-export confie, sous anonymat:

"Il nous faut 22 jours pour faire sortir un conteneur du Kasai vers le port de Matadi. En Côte d'Ivoire, sur une distance équivalente, on met moins d'une semaine. Le problème n'est pas la distance, mais l'absence de chaîne logistique coordonnée".

Une multiplication de projets... sans interconnexion

Face à ce constat, plusieurs projets structurants ont été lancés ou réactivés depuis 2020, avec des partenaires internationaux:

- Le port en eaux profondes de Banana, dont les travaux ont enfin démarré en 2022 grâce à un partenariat entre l'État congolais et l'opérateur émirati DP World, est censé désengorger Matadi et offrir un point d'entrée maritime à grand tirant d'eau.

- La réhabilitation de la ligne de chemin de fer Kinshasa-Matadi, soutenue par la Turquie, avance lentement, avec des interruptions fréquentes faute de maintenance durable.

- L'aéroport de N'djili, à Kinshasa, prévoit une zone cargo modernisée d'ici 2026, mais les investissements peinent à suivre les promesses initiales.

Malgré ces avancées, les projets restent souvent déçus, sans vision logistique intégrée. Un port sans réseau routier ou ferroviaire efficace derrière n'améliore guère la compétitivité. Un terminal cargo performant dans une capitale sans liaison rapide avec les régions productives ne crée pas de chaîne de valeur.

Des corridors sous pression et des postes frontalières congestionnés

La RDC est partie prenante de plusieurs corridors commerciaux transafricains, mais peu d'entre eux fonctionnent à plein régime:

- Le corridor Sud (Kasumbalesa – Durban) est actif, mais souvent saturé. Les camions peuvent patienter jusqu'à 72 heures aux postes douaniers, entre procédures papier, contrôles multiples et corruption.

- Le corridor Est (Kalemie – Kigoma – Dar es-Salaam) offre un débouché vers l'océan Indien, mais le port de Kalemie est vétuste, le rail vers Kindu non fiable, et les liaisons interlacustres mal exploitées.

- Le corridor Ouest (Matadi – Kinshasa – Brazzaville – Pointe-Noire), en théorie le plus logique, est freiné par l'absence de pont sur le fleuve Congo et la rivalité commerciale avec le Congo-Brazzaville.

À l'intérieur du pays, le réseau ferroviaire de la SNCC, pourtant central pour relier le Katanga aux frontières angolaises et zambiennes, tourne à 15 % de ses capacités nominales, selon une étude de la SADC (2024).

Intégration régionale: la ZLECAf comme levier... ou mirage?

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont la RDC est membre actif, ambitionne d'augmenter le commerce intra-africain de 30 % d'ici 2030.

Encore faut-il que la RDC puisse en tirer profit, ce qui suppose un environnement logistique et douanier compétitif.

Mais pour l'instant, le pays risque plutôt de devenir un simple marché captif qu'un hub de transit ou de transformation.

Sans connectivité efficace, la production locale reste difficilement exportable vers les marchés régionaux.

Et les importations, elles, continuent de transiter par les ports étrangers les mieux organisés.

Des réformes nécessaires... et une vision à consolider

Le ministre du Commerce Extérieur, Jean-Lucien Bussa, a récemment plaidé pour une réforme douanière "complète et digitalisée" afin de fluidifier les corridors commerciaux.

Mais sur le terrain, les pratiques n'ont guère changé: lenteur administrative, multiplicité des postes de contrôle, ab-

sence de coordination entre les agences frontalières. L'ANAPI, l'agence de promotion des investissements, tente de relancer l'idée de "Zones économiques logistiques intégrées" autour de Kinshasa, Kasumbalesa et Kalemie.

Des partenariats avec des acteurs privés sont envisagés, notamment dans les technologies de traçabilité et les entrepôts sous douane.

Mais le climat des affaires, encore fragile, freine les investisseurs logistiques internationaux.

L'heure des choix

La RDC peut-elle réellement devenir la plaque tournante logistique de l'Afrique centrale?

La réponse, aujourd'hui, est ambivalente. Le potentiel géographique est indiscutable.

Les ressources, humaines et naturelles, ne manquent pas. Mais le verrou logistique reste d'abord institutionnel, puis infrastructurel.

Sans coordination nationale, sans gouvernance des infrastructures, sans stratégie logistique intégrée, les projets resteront des îlots isolés.

Le passage du "tout-puissant potentiel" à la performance économique est une affaire de vision, de constance politique, et de rigueur technique. L'Afrique attend toujours son hub central.

La RDC a les cartes. Reste à savoir si elle saura les jouer.

Par Olivier Van Lindt



LE MARCHÉ INFORMEL.

***...Son apport
dans la balance
économique
de la République
Démocratique du Congo***

En République Démocratique du Congo, l'économie informelle n'est pas à considérer comme un simple phénomène marginal. C'est bel et bien une réalité massive, structurante, qui façonne le quotidien de millions de personnes. Loin d'être une économie de survie, elle est un véritable pilier de la vie économique et sociale du pays.

Pourtant, cette économie parallèle, bien que vitale, pose des défis considérables, notamment en termes de pertes fiscales pour l'État.



Plongez dans les rouages complexes de ce marché informel, en explorant ses régions clés, ses produits phares, son impact sur les finances publiques et les mécanismes qui pourraient l'encadrer.

Le marché informel en RDC est présent sur l'ensemble du territoire, mais certaines régions se distinguent par leur dynamisme et leur importance stratégique.

Ces zones sont souvent des carrefours commerciaux, des bassins de production agricole ou minière, ou des centres urbains densément peuplés.

Kinshasa

La capitale congolaise est le cœur battant de l'économie informelle. Avec une population estimée à plus de 18 millions d'habitants, Kinshasa concentre une multitude de marchés informels, dont le célèbre Marché de la Liberté et le Marché Central.

Ces espaces regorgent de petits commerçants, de vendeurs ambulants et d'artisans qui alimentent la ville en biens de première nécessité.

Kinshasa est aussi un hub pour le commerce transfrontalier, avec des produits en provenance de l'Angola, du Congo-Brazzaville et d'ailleurs.

Lubumbashi

Dans la province du Haut-Katanga, Lubumbashi est un centre névralgique pour le commerce des minerais, notamment le cuivre et le cobalt.

L'économie informelle y est fortement liée à l'exploitation minière artisanale, avec des milliers de creuseurs et de négociants opérant en dehors des circuits officiels.

La ville abrite également des marchés informels dynamiques, comme le Marché Kenya, où s'échangent des produits agricoles et manufacturés.

Goma

Au Nord-Kivu, est un carrefour commercial stratégique, notamment grâce à sa proximité avec le Rwanda et l'Ouganda.

Le marché informel y est alimenté par le commerce transfrontalier, avec des produits comme le café, le thé, les vêtements et les appareils électroniques.

La région est aussi connue pour son artisanat local, notamment les sculptures en lave volcanique.

Mbuji-Mayi

La capitale du Kasai-Oriental, Mbuji-Mayi est le centre du commerce informel du diamant. Des milliers de creuseurs artisanaux et de négociants opèrent dans cette ville, alimentant un marché parallèle qui échappe largement au contrôle de l'État. Le Marché de Muya est l'un des plus importants de la région.

Kisangani

Située dans la province de la Tshopo, Kisangani est un point clé pour le commerce fluvial sur le fleuve Congo.

L'économie informelle y est fortement liée à l'agriculture, avec des produits comme le manioc, le riz et l'huile de palme qui transitent par les marchés locaux.

Les produits les plus vendus et les plus lucratifs

Le marché informel congolais est d'une diversité impressionnante, reflétant les besoins et les ressources locales. Certains produits se distinguent par leur volume de vente et leur rentabilité.

Le manioc, le maïs, le riz et les haricots sont les denrées de base les plus vendues. Dans les régions rurales, les marchés informels sont souvent le seul moyen pour les agriculteurs d'écouler leurs récoltes.

Les produits comme l'huile de palme, le café et le cacao sont également très prisés, notamment pour l'exportation informelle vers les pays voisins.

Les minerais ne sont pas en reste, le cuivre, le cobalt et le diamant sont les ressources les plus lucratives du marché informel.

L'exploitation artisanale de ces minerais, bien que souvent illégale, emploie des milliers de personnes et génère des revenus substantiels.

Cependant, une grande partie de ces profits échappe à l'État, alimentant des réseaux parallèles.

Les produits manufacturés tels que les vêtements, les chaussures, les appareils électroniques et les articles de maison inondent également les marchés informels. Ces produits, souvent importés de Chine, de Dubaï ou d'Europe, sont vendus à des prix compétitifs,

attirant une clientèle nombreuse. Les produits de contrebande: Le carburant, les cigarettes et les médicaments font partie des produits les plus rentables du marché informel. La contrebande de carburant, notamment en provenance de l'Angola, est un phénomène massif dans les régions frontalières.

Cette économie représente un manque à gagner considérable pour l'État congolais. Selon les estimations, près de 80 % de l'activité économique échappe au contrôle des autorités fiscales. Cela se traduit par des pertes colossales en termes de recettes fiscales, qui pourraient être utilisées pour financer des services publics essentiels comme l'éducation, la santé ou les infrastructures.

Les petites et moyennes entreprises informelles ne paient pas d'impôts, ce qui prive l'État de ressources vitales.

Selon une étude de la Banque mondiale, la RDC pourrait augmenter ses recettes

fiscales de 30 à 40 % si elle parvenait

à formaliser une partie de son économie informelle. Le secteur minier informel, notamment l'exploitation artisanale du cobalt et du diamant, représente des milliards de dollars de revenus non déclarés.

Ces ressources, si elles étaient régulées, pourraient contribuer significativement



tout en générant des recettes pour l'État.

En définitive, le marché informel en RDC est à la fois une bouée de sauvetage pour des millions de personnes et un défi majeur pour l'État.

Il reflète les réalités d'un pays où les structures formelles peinent à répondre aux besoins de la population.

Pourtant, avec des politiques adaptées et une volonté de réforme, il est possible de transformer cette économie parallèle en un levier de développement durable.

Comme le dit un proverbe congolais: "On ne traverse pas la rivière en changeant de pierre en pierre".

Le chemin vers une économie plus formelle et inclusive sera long, mais il est essentiel pour bâtir un avenir plus prospère.

au budget national.

Le commerce transfrontalier non déclaré ainsi que les échanges informels avec les pays voisins, notamment l'Angola, le Rwanda et l'Ouganda, échappent largement au contrôle douanier. Cela représente des pertes importantes en droits de douane et en taxes.

Des campagnes de sensibilisation pourraient inciter à rejoindre le secteur

les

Quels mécanismes implémenter pour amoindrir l'impact du marché informel?

Réduire l'impact du marché informel tout en préservant ses aspects positifs est un défi complexe.

Plusieurs mécanismes pourraient être mis en place pour encadrer cette économie parallèle et la rendre plus inclusive.

Faciliter l'accès au crédit pour les petits commerçants et artisans informels est une solution souhaitable et envisageable, car ils ont souvent besoin de capitaux pour développer leurs activités. La création de microcrédits adaptés à leurs besoins pourrait les inciter à se formaliser.

La complexité et le coût des démarches pour créer une entreprise formelle dissuadent de nombreux acteurs informels.

Simplifier ces procédures et réduire les taxes pour les petites entreprises pourrait encourager la formalisation.

Beaucoup d'acteurs informels ignorent les bénéfices de la formalisation, comme l'accès à la protection sociale ou aux marchés publics.

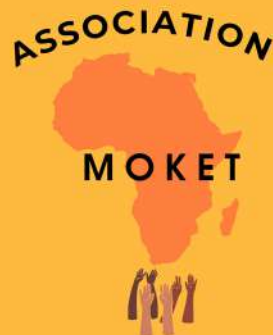
L'amélioration des routes, de l'électricité et des télécommunications permettrait de réduire les coûts de production et de distribution, rendant le secteur formel plus attractif.

L'encadrement de l'exploitation minière artisanale par la création de coopératives minières légales et l'octroi de licences aux creuseurs artisanaux pourraient permettre de mieux contrôler ce secteur

Par Cyprien Ngandu



PROTÉGER. NOURRIR AGIR.



Nous nous engageons à protéger les enfants victimes des violences et du chaos, tout en luttant activement pour le bien-être des plus vulnérables.

Grâce à des actions ciblées et un soutien direct aux structures locales, nous redonnons un avenir aux enfants oubliés.

Rejoignez notre mission, chaque geste compte!

Contacts



Benie Moke Matia

@associationmokit

associationmokit@gmail.com

+33 7 65 52 14 90

LE PLEIN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE SECTEUR DES MINÉRAIS

Par Prof. Floribert NKAMA



La République Démocratique du Congo est dotée de l'un des sous-sols les plus riches au monde, concentrant une part significative des minerais stratégiques indispensables à la transition énergétique mondiale, tels que le cobalt (plus de 70 % de la production mondiale), le cuivre, le lithium, le tantale, le tungstène, l'étain, les terres rares et l'or (IEA, 2023; World Bank, 2021).

Cette richesse naturelle place ce pays au cœur des enjeux industriels et géopolitiques du XXI^e siècle, notamment dans la fabrication des batteries, des véhicules électriques, des éoliennes et des technologies numériques.

Pourtant, ce potentiel exceptionnel demeure paradoxalement sous-exploité au bénéfice de sa population, du fait de fragilités structurelles, institutionnelles et sécuritaires (Autesserre, 2012; Mazalto, 2009).

1. Défis majeurs à surmonter

Malgré un sous-sol exceptionnel, le pays peine à convertir sa richesse minérale en un levier structurant de développement.



Le secteur minier qui lui sert de principale source de revenus demeure entravé par de nombreuses contraintes systémiques.

Ces contraintes à la fois institutionnelles, économiques, sociales et sécuritaires, ex-

pliquent le faible impact des mines sur la réduction de la pauvreté et la transformation structurelle de l'économie nationale.

En particulier, pour que les minerais de la transition énergétique puissent véritablement devenir le moteur de la prospérité partagée et de la souveraineté industrielle de la RDC, il est indispensable d'identifier et de traiter les obstacles majeurs qui freinent leur valorisation durable. Nous proposons ici une lecture analytique des verrous à lever.

1.1. les conflits armés et l'instabilité chronique

L'exploitation des ressources naturelles, loin de favoriser la paix et le développement, a été historiquement liée à des logiques de prédation et à des conflits violents, notamment dans l'Est du pays. L'économie politique du secteur minier alimente des réseaux de contrebande, de corruption et de financement d'acteurs armés (UN Group of Experts, 2023), perpétuant un cycle de violence et d'instabilité qui entrave tout effort de gouvernance inclusive et transparente.

1.2. la faible transformation locale

La Banque Africaine de développement affirme que moins de 10 % des minerais extraits sont transformés dans le pays. Cette situation limite la création de chaînes de valeur et d'emplois qualifiés en RDC (AfDB, 2022).

Cette dépendance aux exportations de matières brutes perpétue un modèle extractiviste typique des économies en voie de développement (Acemoglu & Robinson, 2012) sans qu'on puisse relever un changement de tendance à moyen ou long terme.

1.3. l'informalité et l'inefficacité fiscale

Le secteur artisanal représente jusqu'à 80 % de l'activité minière dans certaines provinces (PACT, 2021). Faiblement réglementé et souvent hors du circuit fiscal, il échappe au contrôle de l'État et pose de nombreux défis sociaux et environnementaux (Geenen, 2014).

Cette informalité chronique fragilise les capacités de l'État à mobiliser des ressources publiques pour le développement et condamne l'économie locale à demeurer captive des groupes maffieux et illicites.

1.4. Vulnérabilité macroéconomique

La dépendance de l'économie congolaise aux prix mondiaux des matières premières expose le pays à de fortes volatilités, affectant les recettes publiques, les réserves de change et la stabilité du cadre macroéconomique (IMF, 2023).

1.5. Défis environnementaux et sociaux

L'exploitation minière non encadrée entraîne des dégradations écologiques majeures — déforestation, pollution des sols et des eaux, déplacements de populations — et exacerbe les inégalités territoriales (Hirsch, 2020).

La faible responsabilité sociale des entreprises du secteur demeure une source de tensions entre les communautés locales et les sociétés minières.

2. Axes stratégiques pour une valorisation durable des minerais critiques

Pour la République Démocratique du Congo, cette conjoncture représente une opportunité historique de transformer son capital minier en un levier de développement durable. Toutefois, cette transformation exige un changement de paradigme: passer d'un modèle extractif centré sur l'exportation brute à une stratégie de valorisation intégrée, inclusive et respectueuse des normes internationales.

Afin de maximiser les retombées économiques, sociales et environnementales du secteur, plusieurs axes stratégiques doivent être activés de manière cohérente.

Les propositions suivantes visent à orienter l'action publique et les investissements vers une gouvernance efficiente, une industrialisation locale et une meilleure intégration des communautés dans la chaîne de valeur minière.

2.1. Gouvernance, transparence et lutte contre la corruption

La mise en œuvre rigoureuse du Code minier révisé en 2018 est essentielle pour renforcer la traçabilité et la transparence de la chaîne d'approvisionnement.

L'adoption des standards internationaux tels que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et la

réglementation européenne sur les minerais de conflit constitue un levier de crédibilité pour attirer des investissements responsables (EITI, 2023).

2.2. Industrialisation et transformation locale

Une stratégie nationale de développement des chaînes de valeur intégrées, incluant la création de zones économiques spéciales (ZES), la construction de raffineries et d'usines de batteries, permettrait d'accroître la valeur ajoutée locale.

Cette vision suppose une politique industrielle proactive et des partenariats stratégiques avec des acteurs technologiques internationaux (Rodrik, 2008).

2.3. Formalisation du secteur artisanal

L'enjeu est d'intégrer les exploitants artisanaux dans un cadre légal et structuré, en instaurant des coopératives, des guichets uniques et des mécanismes de certification responsables.

Cela permettrait une collecte fiscale plus efficace, une meilleure gestion environnementale, et une amélioration des conditions de travail, notamment pour les femmes et les enfants souvent exploités dans ces chaînes (World Bank, 2022).

2.4. Innovation et investissements technologiques

L'exploitation durable des minerais critiques, notamment des terres rares et du lithium, nécessite des technologies avancées.

Il est impératif d'attirer des investissements de long terme et de favoriser la recherche appliquée, en partenariat avec les universités, pour améliorer les rendements tout en réduisant les impacts écologiques (OECD, 2023).

2.5. Responsabilité sociale et développement territorial

Le secteur minier doit s'inscrire dans une approche de développement durable, conforme aux critères ESG (environnement, social, gouvernance). Il convient de réinvestir les rentes minières dans les infrastructures, l'éducation, la santé et la diversification économique des territoires miniers, pour éviter le syndrome hollan-

dais et garantir une répartition équitable des richesses (Bebbington et al., 2008).

3. Perspectives et opportunités géoéconomiques

La montée en puissance de la transition énergétique mondiale et la reconfiguration des chaînes de valeur industrielles ont hissé les minerais critiques au rang de ressources stratégiques pour les puissances économiques.

Dans ce contexte, la République Démocratique du Congo, qui détient une part significative des réserves mondiales de cobalt, de cuivre et d'autres métaux indispensables, se trouve au cœur des rivalités géoéconomiques du XXI^e siècle.

Cette position géostratégique confère au pays un levier d'influence inédit, à condition qu'il soit mobilisé avec clairvoyance, souveraineté et intelligence économique.

Loin de se réduire à un rôle de simple fournisseur de matières premières, la RDC peut aspirer à devenir un acteur central de la nouvelle économie mondiale, à travers la négociation de partenariats équilibrés, la participation à la gouvernance des chaînes d'approvisionnement, et le renforcement de sa capacité à transformer localement ses ressources.

Cette section explore les principales opportunités économiques, industrielles et diplomatiques qui s'ouvrent à la RDC à l'horizon 2030.

La demande mondiale pour les minerais critiques pourrait quintupler d'ici 2040 en raison de la transition énergétique (IEA, 2023). À ce titre, la RDC occupe une place centrale dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Selon la Banque mondiale, chaque point de transformation locale supplémentaire pourrait générer 2,3 points de PIB additionnel (World Bank, 2022). Le gouvernement congolais vise à faire passer la part du secteur minier dans les recettes publiques de 15 % à 45 % d'ici 2030, à condition d'opérer une réforme structurelle de fond.

Conclusion

Transformer le potentiel minier de la RDC en moteur de développement exige une rupture avec le paradigme extractiviste et une transition vers un modèle économique fondé sur la valeur ajoutée

locale, la bonne gouvernance et la durabilité.

Cela implique des réformes institutionnelles profondes, un renforcement des capacités étatiques, et une stratégie de partenariat équilibré avec les acteurs privés et internationaux.

La RDC peut ainsi devenir non seulement un fournisseur de minerais stratégiques, mais un acteur souverain et structurant dans les chaînes de valeur africaines et mondiales du XXI^e siècle.

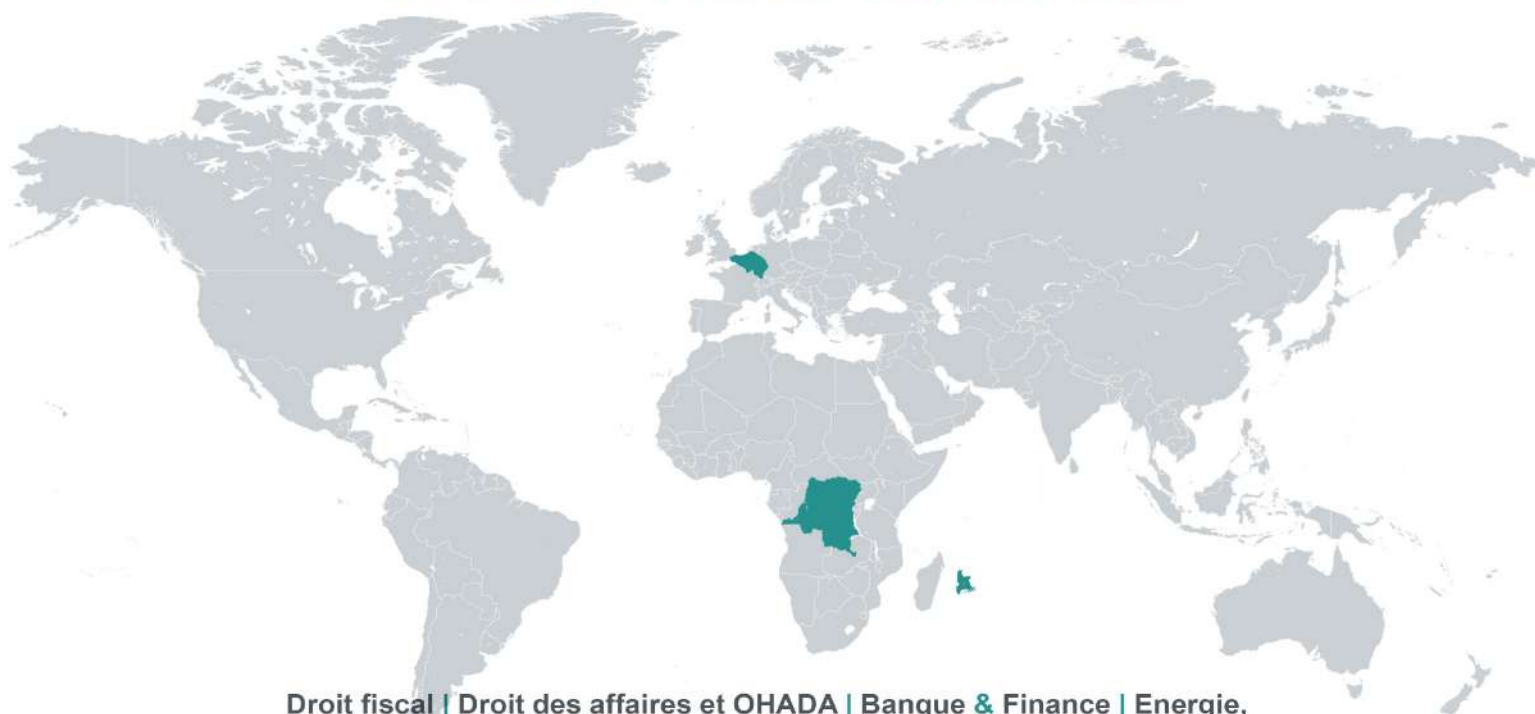
Références (APA)

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. Crown Publishing.
- AfDB (2022). *African Economic Outlook 2022*. African Development Bank Group.
- Autesserre, S. (2012). *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*. Cambridge University Press.
- Bebbington, A., Hinojosa, L., Humphreys Bebbington, D., Burneo, M. L., & Warnaars, X. (2008). Contention and Ambiguity: Mining and the Possibilities of Development. *Development and Change*, 39(6), 887–914.
- EITI (2023). *Democratic Republic of the Congo: EITI Progress Report*. Extractive Industries Transparency Initiative.
- Geenen, S. (2014). Dispossession, displacement and resistance: Artisanal miners in a gold concession in South-Kivu, DR Congo. *Resources Policy*, 40, 90–99.
- Hirsch, T. (2020). *Mining and Environmental Justice in Africa*. Rosa Luxemburg Stiftung.
- IMF (2023). *Democratic Republic of the Congo: Staff Report for the 2023 Article IV Consultation*. International Monetary Fund.
- IEA (2023). *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*. International Energy Agency.
- Mazalto, M. (2009). *Gouvernance des ressources naturelles en RDC : enjeux et perspectives de réforme du secteur minier*. L'Harmattan.
- OECD (2023). *Responsible Business Conduct in the Mining Sector*. OECD Publishing.
- PACT (2021). *Supporting Artisanal Mining in the DRC: Towards Sustainable Practices*. Pact World.
- Rodrik, D. (2008). Industrial Policy: Don't Ask Why, Ask How. *Middle East Development Journal*, 1(1), 1–29.
- UN Group of Experts (2023). *Final Report on the Democratic Republic of the Congo*. United Nations Security Council.
- World Bank (2021). *Minerals for Climate Action: The Mineral Intensity of the Clean Energy Transition*. World Bank Group.
- World Bank (2022). *Formalization of Artisanal and Small-Scale Mining in DRC: Pathways for Reform*. World Bank Group.



Avocats | Attorneys | Advocaten

Façonner l'avenir avec nos clients



Droit fiscal | Droit des affaires et OHADA | Banque & Finance | Energie,
Mines et Hydrocarbures | Droit du Numérique | Immobilier |
Droit du Travail | Droit familial & Pénal | Droit Européen & International
| Marchés publics | Règlementation & Conformité | Start-up & TMT

T.: (+32) 2 223 59 09 | (+243) 89 38 00 747
Mail: info@sia.legal | africa@sia.legal

(BE) Rue Souveraine | Opperstraat 94-96 - 1050 Brussels | Belgium
(RDC) Silikin Village - Concession COTEX | 63 Avenue Colonel Mondjiba – Kinshasa | RDC

www.sia-avocats.be | www.afrique.sia-avocats.be

A woman with dark skin, glasses, and a blue blazer over a white shirt is smiling. She is holding a blue phone to her ear with her right hand and a magazine with her left. The magazine features a landscape photo and the letters 'RR'.

L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINÉ EN EUROPE

DE L'INVESTISSEMENT À LA RÉPONSE
AUX BESOINS DU MARCHÉ

Entretien avec Chrystelle EPEDE AKAME
Juriste d'entreprise chez POLEX CONSULTING

Votre cabinet insiste sur une autre lecture de l'immigration africaine. Quelle est-elle?

On parle trop souvent de l'immigration africaine à travers les crises, la guerre ou la pauvreté.

Pourtant, une autre réalité existe: celle d'une immigration économique, entrepreneuriale et structurante.

En France comme en Belgique, de nombreux Africains investissent, créent des entreprises ou comblent des pénuries dans des secteurs clés du marché du travail. Loin de fuir, ils viennent construire, contribuer et créer.

Quel rôle joue Poley Consulting dans cet accompagnement?

Nous traitons un grand nombre de dossiers liés aux cartes professionnelles, aux passeports talent et aux permis de travail.

Nos clients sont des ressortissants africains qui veulent investir en Europe, en particulier en Belgique et en France. Certains projets atteignent plusieurs millions d'euros.

Comment peut-on obtenir un séjour sur base d'un investissement en Belgique ou en France?

En Belgique, toute personne qui souhaite exercer une activité professionnelle indépendante doit obtenir une carte professionnelle. Cela vaut aussi bien pour une activité en nom propre que comme mandataire d'une société ou d'une association.

Plusieurs options existent:

- Créer une nouvelle société,
- Ouvrir une succursale d'une société déjà établie,
- Racheter une société belge existante,
- Ou encore acquérir des parts comme associé actif.

Et sur base du travail salarié, quelles sont les démarches?

En Belgique, c'est l'employeur qui introduit une demande de permis unique, lequel combine autorisation de séjour et de travail.

Ce permis est accordé principalement pour des professions en pénurie. En France, les ressortissants africains peuvent obtenir un titre de séjour pour motif économique, que ce soit pour travailler, investir ou développer une activité professionnelle.

Avez-vous des chiffres récents sur cette immigration économique?

Oui. En Belgique, rien qu'en 2022, la Région wallonne a délivré 162 premières cartes professionnelles. Parmi elles : 29 pour des Tunisiens, 24 pour des Camerounais, 22 pour des Marocains, sans compter une forte progression chez les Algériens et une présence significative des Congolais.

Ces entrepreneurs se distinguent dans le commerce, l'import-export, l'informatique, la gastronomie, les services ou en-

core l'artisanat – comme Euphrasie Mbamba, chocolatière camerounaise à Bruxelles.

Qu'en est-il des permis de travail?

En 2022, la Belgique a accordé 6 812 permis uniques à durée limitée, principalement pour des métiers en pénurie : aides-soignants, techniciens spécialisés, ouvriers du bâtiment, personnel de l'horeca.

Des travailleurs venus notamment du Maroc et de la Tunisie y répondent à une demande locale non satisfaite.

Et en France, observe-t-on la même tendance?

Oui. En 2021, la France a délivré 36 095 premiers titres de séjour pour motif économique.

Les principales nationalités concernées sont la Côte d'Ivoire (9 424 titres), le Sénégal (8 579) et la Guinée (5 784). Ces pays figurent désormais dans le top 10 des admissions au séjour en France.

Quels secteurs attirent le plus les entrepreneurs africains en France?

Ils sont très présents dans le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie-restauration, l'immobilier, la construction et la gastronomie haut de gamme.

La diaspora africaine ne se contente plus de survivre: elle innove et s'impose dans des domaines porteurs.

En conclusion, quel regard faudrait-il porter sur cette immigration?

Il est temps de la repenser. L'immigration africaine en Europe n'est pas un fardeau: c'est une force économique et sociale.

Ces femmes et ces hommes investissent, embauchent, innovent et répondent à des besoins structurels des pays d'accueil.

Par Anne-Marie Tshikala



LE PRÉSIDENT TSHISEKEDI RÉVEILLERA-T-IL ENFIN LE GÉANT AU CŒUR DE L'AFRIQUE?

*Par l'ambassadeur Johnson Baelongandi
et Franck Baelongandi*

La République démocratique du Congo est-elle à l'aube d'un véritable réveil ?

C'est la question que soulève l'action du président Félix Tshisekedi, confronté à une histoire marquée par la prédation, l'ingérence et la désillusion.



Depuis son accession à l'indépendance, le 30 juin 1960, l'ex-Congo belge a été la cible d'un enchaînement de manœuvres de sabotage et de déstabilisation.

Dès les premières semaines de souveraineté, des événements dramatiques ont secoué le jeune État.

Le 5 juillet, des troupes belges intervenaient militairement; quelques jours plus tard, le 11 juillet, le Katanga faisait

sécession. Le 15 août, le Premier ministre Patrice Lumumba était révoqué par le président Joseph Kasa-Vubu. Ces épisodes, largement documentés, portaient déjà les marques d'une volonté d'empêcher l'émergence d'un Congo fort.

Placée sous tutelle de fait par les puissances occidentales, la RDC a longtemps été réduite à un simple fournisseur de matières premières, sous perfusion internationale. Un statu quo mortifère que le

président Tshisekedi entend rompre, en s'inspirant des leçons du passé.

Un héritage lourd, une voie à tracer

L'histoire n'a pas épargné les dirigeants congolais. Patrice Lumumba fut assassiné pour avoir voulu faire passer les intérêts nationaux avant ceux des grandes puissances. Des décennies plus tard, Laurent-Désiré

Kabila subissait le même sort, accusé de ne pas voir “la part de son peuple” dans les contrats proposés par la finance internationale.

Conscient de cet héritage, Félix Tshisekedi a choisi une autre voie: celle du dialogue, de la négociation, mais sans renoncer à la souveraineté. Une stratégie risquée, certes, mais qui lui a permis d'inscrire la RDC dans un nouvel agenda diplomatique.

Une diplomatie tous azimuts

Dès son premier mandat, le chef de l'État congolais s'est engagé dans une diplomatie offensive. Son objectif: replacer la vérité au centre du narratif international, en particulier sur la situation à l'Est du pays.

C'est ainsi qu'il a publiquement désigné le Rwanda comme agresseur sur la tribune des Nations Unies, accusant Kigali d'opérer sous la bannière du M23.

Un coup de force diplomatique qui s'est doublé d'un succès stratégique: l'obtention, en décembre 2022, de la levée totale de l'embargo onusien sur l'importation d'armes en RDC.

Un tournant décisif, salué à Kinshasa mais accueilli froidement par certaines capitales occidentales, frustrées de voir leur version des faits contredite par les rapports des experts de l'ONU.

Faute de pouvoir nier l'évidence, ces partenaires ont adopté une position ambiguë: condamnations verbales de l'agression rwandaise, mais absence d'actions concrètes.

Dans ce contexte d'isolement diplomatique, le président congolais était donné pour affaibli. Pourtant, contre toute attente, il a rebattu les cartes.

Un pari stratégique avec Washington

Face à l'intransigeance du Rwanda, renforcée par ses soutiens extérieurs, Tshisekedi a décidé de s'adresser directement à la source: les États-Unis.

Un partenariat inédit a alors commencé à émerger, reposant sur un échange clair: minerais contre sécurité.

Cette approche, audacieuse, rompt avec les logiques anciennes. Le président congolais, que ses proches décrivent comme un fin tacticien, a préféré une voie indirecte mais résolue: négocier avec la superpuissance la plus concernée par les ressources stratégiques congolaises, notamment les minerais critiques utilisés dans la transition énergétique mondiale.

Ce partenariat stratégique, encore en cours de finalisation, pourrait bien constituer le tournant tant attendu.

À l'instar de l'accord historique des pétrodollars entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, qui transforma ce pays désertique en puissance régionale, le “3T\$ Deal” (trillion dollar deal) entre Kinshasa et Washington pourrait enfin mettre la RDC sur les rails du développement.

Un avenir conditionné à la gouvernance

Mais le succès de cette ambition dépendra d'un facteur crucial: la capacité de la classe politique congolaise à faire primer l'intérêt national.

Car si la ressource est une opportunité, sa mauvaise gestion peut devenir un piège.

Le président Tshisekedi semble, pour sa part, déterminé à tourner la page des compromissions.

Reste à voir si les institutions, les partis et les élites suivront.

À l'image de l'Arabie saoudite, qui a su encadrer son essor pétrolier par une gouvernance centralisée et une stratégie de développement long terme, la RDC devra se doter d'une vision claire, rigoureuse, et résolument tournée vers l'avenir.

La balle est désormais dans le camp des Congolais. Le géant peut se réveiller, encore faut-il que ceux qui tiennent le gouvernail aient le courage et la cohérence nécessaires pour l'orienter dans la bonne direction.



MONNAIE UNIQUE AFRICAINNE

RÊVE DE SOUVERAINETÉ ET STRATÉGIE ÉCONOMIQUE



Depuis des décennies, l'idée d'une monnaie unique africaine hante les couloirs de l'Union africaine, enflamme les tribunes panafricaines et divise les experts. Chimère pour les uns, levier de souveraineté pour les autres, ce projet soulève des espoirs immenses à la hauteur des défis qu'il implique. À l'heure où les pays africains cherchent à rompre le cycle de dépendance et à tracer leur propre voie, cette idée mérite plus que jamais d'être examinée sérieusement, sous un prisme pragmatique et économique.

L'Afrique, avec ses 55 États et ses innombrables monnaies — dont certaines encore rattachées à d'anciennes puissances coloniales comme le franc CFA — fait figure d'archipel économique, morcelé, vulnérable aux chocs extérieurs et au bon vouloir des marchés.

Dans ce contexte, l'instauration d'une monnaie unique continentale ne serait pas qu'un symbole d'unité; elle serait avant tout un acte politique fort.

Un geste d'émancipation. Mais on ne fonde pas une union monétaire par sim-

ple volonté. L'histoire de la zone euro est là pour le rappeler: une telle initiative suppose des critères de convergence rigoureux — inflation, dette publique, stabilité budgétaire —, et une volonté de coordination économique étroite entre les membres.

C'est là que réside le premier défi: parvenir à un consensus régional, poser des bases macroéconomiques communes et harmoniser les politiques fiscales et monétaires.

Une monnaie adossée à la richesse du sol africain?

L'un des arguments les plus fréquemment avancés en faveur d'une monnaie africaine réside dans l'abondance des ressources naturelles du continent.

Or, cobalt, lithium, pétrole, gaz, terres rares... l'Afrique regorge de matières premières stratégiques dont dépend déjà l'économie mondiale.

Et certains proposent que cette monnaie soit adossée à ces ressources, à l'inverse de monnaies comme le dollar américain, qui n'est plus garanti par une réserve physique depuis l'abandon du Gold Standard en 1971.

En théorie, une telle garantie pourrait conférer une force intrinsèque considérable à la monnaie africaine, en la rendant « tangible », adossée à des actifs concrets et non à une confiance abstraite.

Cela suppose toutefois une gouvernance robuste, une transparence dans la gestion des ressources, et surtout une maîtrise complète de la chaîne de production de





NGALIZIA

Responsive Construction

DIVISION SOLS

Revêtement

DIVISION SOLS

**Micro Béton &
Sols Minéraux**

DIVISION SOLS

**Carrelage effet béton,
bois, travertin & marbre**

(Made in Italia)

DIVISION ROUTES

Protection & Stabilisation

**Construction responsable
pour sols et routes**

NGALIZIA SARLU
47 avenue Roi Baudouin
C/ Gombe - Kinshasa

Mail: contact@ngalizia.com
Téléphone: +243 831 485 498

FINTECHS

Mobile banking et Intelligence Artificielle

Souvent perçue à travers le prisme de ses richesses minières ou de ses défis politiques, la RDC est pourtant en train d'écrire une autre histoire, moins médiatisée mais tout aussi fascinante: celle de son émergence technologique.

Dans un pays où près de 70 % de la population n'a pas accès aux services bancaires traditionnels, une révolution silencieuse est en marche.

Elle s'appuie sur les fintechs, le mobile banking et, plus récemment, sur l'intelligence artificielle. Une transformation qui s'inscrit dans un contexte continental où le numérique devient un levier incontournable de développement.

L'essor des fintechs et la révolution du mobile banking en RDC

En RDC, comme dans de nombreux pays africains, le téléphone portable est bien plus qu'un outil de communication. C'est un passeport vers l'inclusion financière.

Avec un taux de pénétration mobile avoisinant les 50 % et une population jeune et dynamique, le pays a vu émerger ces dernières années une pléthore de fintechs (entreprises de technologies financières) qui redéfinissent l'accès aux services bancaires.

Parmi les acteurs clés, Orange Money et Airtel Money dominent le marché du mobile banking. Ces services permettent aux Congolais de payer des factures, d'envoyer de l'argent à leurs proches, ou même d'épargner, le tout depuis leur téléphone portable.

Pour des millions de personnes, ces plateformes sont devenues la première – et souvent la seule – porte d'entrée vers le monde financier.

Mais au-delà des géants internationaux, des startups locales commencent à se faire une place. Des entreprises comme CinetPay ou Maisha Pay proposent des

solutions innovantes pour faciliter les transactions en ligne, que ce soit pour les commerçants ou les particuliers.

Ces fintechs s'adaptent aux réalités locales, en tenant compte des défis comme les coupures d'électricité ou la faible connectivité internet dans certaines régions.

Le mobile banking en RDC n'est pas seulement une question de commodité. C'est un outil puissant pour lutter contre la pauvreté et stimuler l'économie informelle, qui représente une part importante de l'activité économique du pays.

En permettant aux petits commerçants, aux agriculteurs ou aux artisans d'accéder à des services financiers, ces technologies contribuent à formaliser une économie longtemps restée dans l'ombre.

La RDC n'est pas une exception en Afrique. Le continent tout entier est en pleine effervescence numérique.

Selon un rapport de GSMA, l'organisme représentant les opérateurs mobiles dans le monde, l'Afrique subsaharienne est la région où la croissance du marché mobile est la plus rapide.

D'ici 2025, 615 millions de personnes seront abonnées à un service mobile, soit près de la moitié de la population.

Cette dynamique s'accompagne d'un boom des startups technologiques. Des hubs d'innovation comme Lagos au Nigeria, Nairobi au Kenya ou Cape Town en Afrique du Sud attirent des investissements massifs.



La RDC, bien que partant de plus loin, commence à se positionner sur cette carte. Kinshasa, la capitale, voit émerger des espaces de coworking, des incubateurs et des programmes de formation en codage et en entrepreneuriat numérique.

Stratégie Nationale du Numérique.

Le gouvernement congolais, conscient des enjeux, a lancé en 2020 ce projet ambitieux ayant pour objectif de faire du numérique un pilier de l'économie nationale.

Parmi les mesures phares figurent la construction de centres de données, le déploiement de la fibre optique et la promotion de l'éducation numérique.

Des initiatives qui, si elles sont menées à bien, pourraient transformer durablement le paysage économique et social du pays.

L'intelligence artificielle: une révolution en devenir

Si le mobile banking et les fintechs sont déjà bien implantés, l'intelligence artificielle (IA) en est encore à ses balbutiements en RDC.

Pourtant, les potentialités sont immenses. Dans un pays où les infrastructures de santé peinent à atteindre le niveau des pays dits développés, l'IA pourrait par exemple révolutionner le diagnostic médical.

Des projets pilotes utilisant des algorithmes pour analyser des radiographies ou détecter des maladies comme le paludisme sont déjà en cours dans d'autres pays africains.

Pourquoi pas en RDC? L'agriculture, secteur clé de l'économie congolaise, pourrait également bénéficier de l'IA.

Des outils d'analyse prédictive pourraient aider les agriculteurs à optimiser leurs récoltes, en tenant compte des conditions météorologiques ou de l'état des sols.

De même, dans le secteur minier, l'IA pourrait permettre une exploitation plus efficace et plus respectueuse de l'environnement.

Mais pour que ces technologies atteignent leur plein potentiel, des défis majeurs doivent être relevés.

Le manque d'infrastructures, le faible taux d'alphabétisation numérique et le coût élevé des équipements technologiques sont autant d'obstacles à surmonter.

Sans oublier la nécessité de former une nouvelle génération de talents en IA, capable de développer des solutions adaptées aux besoins locaux.

Un avenir prometteur, mais pas sans défis

L'essor technologique en RDC est porteur d'espoir, mais il ne doit pas occulter les défis qui persistent. La fracture numérique entre les zones urbaines et rurales reste importante.

Les coupures d'électricité et les problèmes de connectivité internet freinent l'adoption des nouvelles technologies. Et si les fintechs et le mobile banking ont fait des progrès considérables, une grande partie de la population reste encore exclue de ces services.

Les signaux sont encourageants. La jeunesse congolaise, de plus en plus connectée et entrepreneuse, est prête à saisir les opportunités offertes par le numérique.

Des initiatives comme les hackathons ou les coding bootcamps se multiplient, formant une nouvelle génération de développeurs et d'innovateurs.

Dans un continent où le numérique est en train de redéfinir les règles du jeu économique, la RDC a toutes les cartes en main pour devenir un acteur clé.

À condition de continuer à investir dans les infrastructures, à soutenir l'innovation et à former les talents de demain.

Car, comme le dit si bien un proverbe congolais: *"Le fleuve ne remonte jamais à sa source"*. L'avenir technologique de la RDC, lui, semble bien parti pour suivre le courant.

Par Rachel Tshombo





RESTAURANT & CIGARE LOUNGE

*L'art de la cuisine Congolaise,
au coeur de Kinshasa*



Buffet
Lunch

20\$
En CDF

Buffet
Petit Déjeuner

10\$
En CDF



INFO & RÉSERVATION :
+243 82 070 18 46

Nos Soirées *18h30
Lundi Old School
Mercredi KARAOKÉ
Jeudi Rumba
Vendredi GIRLS FRIDAY

Du Lundi au Vendredi
7h00 à 11h30 & 12h00 à 17h30

Immeuble Rose Mall, 1er Etage
Ref. Immeuble. Intelligent Royal
876, AV. DE LA JUSTICE KINSHASA - GOMBE



Suivez-nous!
restaurant mood officiel

DOLLAR ROI ET L'EXTRA- TERRITORIALITÉ DU BILLET VERT



C'est une devise qui transcende les frontières, une monnaie nationale devenue outil global. Le dollar américain, symbole incontesté de puissance économique, exerce un pouvoir bien au-delà des frontières des États-Unis. Mais derrière la suprématie du billet vert se cache un mécanisme plus discret, plus redoutable: l'extraterritorialité du droit américain. Autrement dit, le fait que Washington puisse faire appliquer ses lois... partout où le dollar circule. Pratique?

Utiliser le dollar, c'est aussi accepter la loi américaine

Sur les marchés mondiaux, plus de 80 % des transactions internationales sont libellées en dollars.

Du baril de pétrole à la cargaison de café, en passant par les transferts interbancaires, la monnaie américaine s'impose comme la colonne vertébrale du système économique mondial.

Mais ce rôle de pivot a un prix: toute entreprise ou banque qui utilise le dollar est de facto exposée à la juridiction américaine, même si elle n'a ni bureaux ni clients aux États-Unis. Et c'est là que le

bât blesse. Prenons l'exemple emblématique de BNP Paribas.

En 2014, la banque française a été condamnée à une amende astronomique de 8,9 milliards de dollars pour avoir réalisé des transactions en dollars avec des pays sous sanctions américaines (Soudan, Iran, Cuba).

Le tout... depuis Paris, Genève ou Singapour. Comment est-ce possible? Simple: ces transactions ont transité par le système bancaire américain (notamment via New York), ce qui a suffi à justifier l'intervention du Department of Justice (DoJ). L'extraterritorialité du droit américain ne connaît donc pas de géographie, seulement un critère: le dollar.

Les avantages: stabilité, efficacité, influence

Soyons honnêtes: si le dollar est si utilisé, c'est aussi parce qu'il rassure. Dans un monde instable, la monnaie américaine reste un refuge.

Les entreprises y voient une liquidité incomparable, les États un levier de réserves solides. Pas étonnant que plus de 60 % des réserves de change mondiales soient en dollars.

Pour les États-Unis, cette position dominante est une source colossale d'influence. Elle permet au Trésor et à la Réserve fédérale de piloter l'économie mondiale à travers les taux, les flux de ca-

pitaux, les sanctions financières. Elle permet aussi d'imposer des standards — parfois sous couvert de lutte contre le terrorisme ou le blanchiment — qui deviennent de facto des normes mondiales.

Un cadre européen basé à Bruxelles le résume ainsi: "Le dollar, c'est un peu comme un logiciel. On l'utilise parce que tout le monde l'a. Mais on oublie que celui qui l'a codé peut le désactiver à distance."

Les dérives: souverainetés piétinées et asymétrie judiciaire

Mais cette influence peut aussi tourner à l'abus de pouvoir. Pour de nombreux pays, l'extraterritorialité du dollar ressemble à une forme de néocolonialisme juridique.

Elle permet aux États-Unis de se poser en gendarme du monde, en infligeant des amendes, en gelant des avoirs, en menaçant des dirigeants... sans que les pays concernés n'aient leur mot à dire.

Le cas d'Alstom, vendu à General Electric en 2015 après une enquête américaine pour corruption, est encore dans toutes les mémoires en Europe.

Plusieurs analystes y ont vu un mélange de guerre économique et d'instrumentalisation du droit, sous couvert de vertu. L'ancien ministre Arnaud Montebourg parlait d'ailleurs d'"hostilité stratégique sous forme de procédure judiciaire".

Et que dire de l'Iran, totalement exclu du système SWIFT sous la pression américaine? Ou de Huawei, visé par des sanctions extraterritoriales sans précédent? Ou encore de Total, contraint d'abandonner un projet gazier en Iran pour éviter des sanctions, malgré l'accord international sur le nucléaire iranien?

Un système à double tranchant... qui pourrait se retourner

Les critiques se multiplient, mais le système tient encore. Pour combien de temps? Car à force d'étendre ses tentacules, l'extraterritorialité du dollar pourrait provoquer des réflexes de défense. Déjà, la Chine, la Russie, l'Iran et une partie du monde émergent cherchent à contourner le dollar, en créant des sys-

tèmes de paiement alternatifs ou en libellant leurs contrats en monnaies locales.

L'Europe, elle, a timidement évoqué l'idée de renforcer l'euro comme monnaie refuge — sans jamais vraiment prendre les moyens de ses ambitions.

Mais le traumatisme BNP Paribas reste un signal d'alarme: toute entreprise européenne peut être exposée à des sanctions américaines pour des actions qu'elle considère pourtant comme légales dans son propre pays.

Dilemme global

L'extraterritorialité du dollar pose un dilemme: faut-il continuer à utiliser une monnaie ultra-efficace au prix d'une souveraineté judiciaire affaiblie? Ou faut-il bâtir un système plus équilibré, au risque d'une fragmentation financière mondiale?

La question n'est pas que juridique. Elle est fondamentalement politique. Car derrière chaque transaction en dollars, c'est un peu de la souveraineté des autres nations qui se joue... sur fond d'un pouvoir américain bien conscient de son avantage.

Le dollar: une monnaie nationale qui agit comme une loi internationale. Pour certains, c'est une garantie. Pour d'autres, une menace silencieuse. Pour tous, c'est un fait incontournable.

Par Augustine Kalunga



**Si vous lisez ceci...
...votre futur client**

Affichez-vous 

le lit également!

ECONOSCOPE

Pour un devis...

 pub@econoscope.info

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR LA LOGISTIQUE

Entretien avec Frédéric Olivier GIESKES LOMANI

Directeur Général de Fracht Logistics DRC (FLDRC)

Membre du réseau Fracht Group

La croissance économique, c'est aussi une question de logistique!

Avec ses 2,3 millions de km², son accès stratégique à l'Atlantique et sa position de géant minier mondial, la RDC représente un challenge logistique à la mesure de ses opportunités économiques. Un défi que Fracht Group relève depuis plus de sept décennies à travers le monde, historiquement installé au Katanga depuis les années 70 ensuite à Kinshasa dès les années 2010. Fort de ses 2.500 experts répartis dans plus de 50 pays et ses 155 bureaux à travers le monde, le groupe Suisse fondé en 1955 a allié son puissant réseau logistique à sa connaissance intime des défis de la RD Congo pour en créer un avantage concurrentiel décisif dans la réalisation de projets.

FLDRC n'est pas un nouveau venu. Comment capitalisez-vous sur cette expérience unique qu'offre la RDC?

Notre différenciation repose sur une alchimie précieuse: allier la puissance d'un réseau d'envergure internationale à une compréhension fine des réalités dont nous faisons face en RDC, ses ports, ses corridors, ses particularités administratives n'ont plus de secret pour nous.

Quand un client nous confie un projet - qu'il soit dans le mining, le Oil & Gas, la production ou transport d'électricité, les technologies, les infrastructures etc... - nous lui évitons les écueils grâce au savoir faire de nos équipes locales et international. Non seulement nous réalisons le projet mais nous le préparons ensemble avec le client et cela commence par les procédures administratives préalables à toute type d'acheminement de marchandise.

Nous ne sommes pas de simples transporteurs, mais des architectes de solutions logistiques intégrées.

Le pays connaît une transformation économique accélérée. Comment Fracht s'adapte-t-il à ces mutations?

L'émergence d'acteurs locaux dynamiques et l'évolution des réglementations, comme celles favorisant les entreprises à majorité congolaise, ont redéfini les règles du jeu. Nous avons su transformer ces contraintes en opportunités en développant des partenariats équilibrés avec des entreprises congolaises solides.

Cette agilité nous permet de répondre aux exigences des marchés publics tout en maintenant nos standards internationaux de qualité.

La digitalisation est-elle réaliste dans un contexte aussi complexe?

C'est justement dans ces environnements complexes que la digitalisation révèle toute sa valeur!

Nos outils - systèmes CRM et ERP - nous permettent d'offrir une transparence inédite à nos clients sur des chaînes logistiques parfois sinueuses. Tracker un conteneur de Matadi à Lubumbashi en temps réel, anticiper les délais douaniers, optimiser les stocks, gérer les mouvements de stocks via notre application buddy créé

par nous et pour nous,...: autant d'innovations qui changent la donne pour les entreprises opérant en RDC.

La digitalisation est aussi créatrice d'emploi car il y a des équipes derrière cela également, contrairement à la perception de certains. Il y a un temps pour tout, certains métiers disparaissent...D'autres apparaissent. C'est ce qu'on appelle l'évolution ou la mutation de l'emploi, le peuple Congolais se donne de la valeur en acceptant ces mutations.

Et l'urgence environnementale dans cette équation?

Notre engagement se concrétise par un objectif chiffré: -15% d'émissions carbone d'ici 2028.

Sur le terrain congolais, cela se traduit par une réduction de véhicules coursiers engagés sur les villes et remplacer par des motos électriques, la promotion active du transport fluvial (une solution ancestrale redevenue moderne grâce à la mutation, l'évolution des métiers comme exprimé plus haut) et ferroviaire dès que possible, un chargement optimal des véhicules poids lourds afin de réduire l'impact carbone, un système de co-voiturage de nos agents pour non seulement réduire l'impact carbone mais aussi décongestionner nos routes.

Un projet emblématique qui résume votre philosophie?

La réhabilitation d'un groupe, le G25, de la centrale d'Inga II fut bien plus qu'une opération de transport, tout a été pensé, analysé, découpé et mis en place en amont au vu des dimensions et poids des matériaux à acheminer sur INGA, un métier de logisticien couplé à de l'ingénierie. Mais je pense aussi à tous ces projets miniers où nous avons dû acheminer des équipements proches de 100 tonnes sur des milliers de kilomètres

Chaque fois, c'est la preuve que notre maîtrise technique et notre connaissance du terrain font

la différence entre un projet qui avance et un projet qui stagne.

Quelles sont vos ambitions pour les prochaines années?

Nous visons clairement le développement de partenariats public-privé pour créer des plateformes logistiques modernes. La RDC a un besoin crucial de hub logistique, d'infrastructures de pénétrations et nous avons l'expertise pour les concevoir et les opérer. C'est cela, la logistique de demain: être acteur du développement économique, pas simplement un prestataire de services lambda.

Un conseil pour les entreprises qui envisagent le marché congolais?

Ne sous-estimez pas l'importance d'un logistique structuré dans vos affaires. La RDC offre des opportunités extraordinaires, mais il faut les aborder avec humilité et en s'entourant des bons partenaires.

Chez FLDRC, nous sommes fiers d'allier un réseau et une expertise internationale à une connaissance locale du pays. Cette synergie nous permet de transformer les défis logistiques en avantages compétitifs.

C'est ainsi que nous continuons de construire l'architecture logistique de la RDC, en faisant de chaque défi une opportunité de croissance partagée.

Par Maria Wavelela





IMPRIMERIE
OFFSET, NUMERIQUE & DIGITAL

NOS DIFFÉRENTS PRODUITS & SERVICES

BROCHURES - LIVRES - MAGAZINES - CALENDRIERS - CARTES DE VOEUX
AFFICHES - DEPLIANTS - FARDÉS À RABAT - PLAQUETTES - EN-TÊTE DE LETTRE
REGISTRES - CARNETS - BLOCS - ENVELOPPES - FLYERS - BACHES - ROLLUP
BACKDROP - TEARDROP - X-STAND - AUTOCOLLANTS - CARTES EN PVC - CARTES
DE VISITE - CARTES D'INVITATION - T-SHIRT - CASQUETTES...

l'imprimerie
bien plus qu'un métier...



IMPRIMERIE NEW AGB S.A.R.L.

5501, Avenue de L'Ouest, Quartier/ Kingabwa - Kinshasa/ Limete / Réf. ITB / R.D. Congo

CENTRAL : +243 858 252 169, +243 814 527 294

Mail 1 : commercial@newagbrdc.com - Mail 2 : newagbcommercial@gmail.com

Site web : www.newagbrdc.com



“
*Nous maximisons la
valeur de la matière
première afin de
garantir la sécurité et la
qualité des produits,
tout en réduisant
l'impact
environnemental de
l'industrie.*

*M. Hyacinthe
Kabamba*

PREMIER EUROBOND DE 1,5 MILLIARDS \$ DE LA RDC

LE PARI AUDACIEUX DE KINSHASA



La République Démocratique du Congo, ce géant minier au cœur de l'Afrique, a fait une entrée remarquée, et très commentée, sur le marché très sélectif de la dette internationale. En novembre 2022, le gouvernement a émis avec succès sa première obligation souveraine en devises, un "Eurobond" de 1,5 milliard de dollars US. Une opération présentée comme historique par les autorités de Kinshasa, mais qui suscite autant d'enthousiasme que de vives inquiétudes parmi les investisseurs et les observateurs aguerris de la finance émergente.

Cet emprunt est une équation complexe, mêlant opportunité de développement urgent et risques souverains non négligeables.

Plongeons dans le détail de ce qui s'apparente à un double pari sur l'avenir.

Les Détails Techniques de l'Opération: Un Appétit Certain, à un Prix Élevé

• **Montant:** 1,5 milliard de dollars US.

• **Maturité:** 7 ans. Les fonds doivent donc être remboursés intégralement en 2029.

• **Coupon (taux d'intérêt):** 11,95 % par an.

• **Émetteur:** La République Démocratique du Congo.

• **But Officiel:** Selon le gouvernement, cet emprunt vise principalement à refinancer la dette intérieure existante (notamment des titres publics détenus par des banques et in-

vestisseurs locaux) et à financer des projets d'investissements publics inscrits dans le budget de l'État.

Le chiffre qui marque les esprits est évidemment le taux de 11,95%. Pour mettre cela en perspective: c'est près du double de ce que paient des pays africains similaires comme l'Angola ou le Ghana pour emprunter.

Cela reflète sans équivoque la perception du risque par les marchés: instabilité politique persistante, gouvernance fragile, corruption endémique et économie en-

core trop dépendante d'une seule ressource.

Les investisseurs exigent une prime de risque très substantielle pour prêter à Kinshasa.

Les Avantages: Une Bouffée d'Oxygène et une Normalisation Financière

1. Alléger la pression budgétaire immédiate: En remboursant la dette intérieure (souvent à des taux très courts et élevés) avec cette dette longue, l'État congolais lisse ses échéances de remboursement.

Cela dégage une marge de manœuvre budgétaire à court et moyen terme pour financer l'État.

2. Accéder à une manne de capitaux profonds: Le marché international des capitaux est bien plus vaste et liquide que le marché local congolais.

Cela ouvre un robinet de financement impossible à trouver à l'intérieur du pays, surtout pour des montants aussi conséquents.

3. Une forme de "coming out" financier: Pour la RDC, émettre un Eurobond est un signal fort adressé à la communauté financière internationale.

C'est une étape vers une certaine normalisation et une intégration dans le système financier global.

Une réussite dans le remboursement pourrait, à terme, améliorer sa notation crédit et lui permettre d'emprunter moins cher à l'avenir.

Les Inconvénients et Risques Majeurs: Le Piège de la Dette Souveraine

1. Le Coût Prohibitif: 11,95% sur 1,5 milliard, cela représente des intérêts annuels de près de 180 millions de dollars.

C'est une ponction énorme sur le budget national avant même de

commencer à rembourser le capital. Cet argent est directement siphonné des caisses de l'État vers les créanciers étrangers.

2. Le Risque de Change Souverain: La RDC emprunte en dollars US, mais ses revenus (taxes, redevances minières) sont en grande partie en dollars, ce qui est un point positif. Cependant, son économie domestique fonctionne en francs congolais (CDF). Une dépréciation de sa monnaie ou une baisse des recettes d'exportation rendrait le service de la dette encore plus lourd en termes relatifs.

3. L'Échéance de 2029: Une Épée de Damoclès: Dans sept ans, la RDC devra trouver 1,5 milliard de dollars en une fois. Où les trouvera-t-elle? Cela crée un risque de refinancement majeur. Si, en 2029, les conditions de marché sont défavorables ou si la situation économique du pays s'est détériorée, Kinshasa pourrait se trouver au bord du défaut de paiement, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît (exclusion des marchés, saisies d'actifs, etc.).

4. Le Risque de Détournement et de Mauvaise Allocation: La grande crainte est que ces fonds, facilement traçables pourtant, ne soient pas alloués aux secteurs productifs. La tentation est grande de les utiliser pour combler des déficits courants ou financer des dépenses clientélistes, plutôt que pour des investissements structurants.

Quels Secteurs Pourraient (Théoriquement) Bénéficier?

Si les fonds sont utilisés comme annoncé pour des investissements publics, ils devraient irriguer:

• **Les Infrastructures de Transport:** Réhabilitation des routes nationales (notamment les axes miniers), des chemins de fer et des ports. C'est une condition sine qua non pour désenclaver l'intérieur du pays et réduire les coûts logistiques exorbitants.

• **L'Énergie:** La RDC a un besoin criant d'énergie pour alimenter son

industrie et ses populations. Des investissements dans des micro-centrales hydroélectriques ou des extensions de réseau sont primordiaux.

• **La Santé et l'Éducation:** Le budget de l'État pourrait être soulagé, permettant en théorie d'augmenter les financements dans ces secteurs sociaux, clés pour le développement humain.

• **Le Secteur Minier lui-même:** De meilleures infrastructures bénéficieraient directement à l'industrie minière, pilier de l'économie, en réduisant ses coûts d'exploitation et de transport.

Le Constat

L'Eurobond de la RDC est un pari audacieux. C'est l'acte d'un gouvernement qui cherche à sortir du sous-développement par une injection massive de capitaux, faute de pouvoir compter sur une épargne intérieure suffisante ou une fiscalité efficace.

Cependant, on ne peut s'empêcher de voir dans cette opération un refinancement à un coût extrême qui reporte à plus tard le problème structurel de la dette.

Le véritable test ne sera pas l'émission elle-même, mais l'utilisation transparente et efficace des fonds dans les années à venir et, surtout, la capacité à constituer des réserves pour honorer l'échéance de 2029.

Pour la communauté internationale et les partenaires comme la Belgique, qui suit de très près l'évolution de son ancienne colonie, l'enjeu sera de pousser à une gouvernance irréprochable de cet argent.

Le succès de cette opération se mesurera à sa capacité à générer une croissance inclusive et durable, et non à créer un nouveau cycle d'endettement aux conséquences potentiellement dramatiques pour la population congolaise. Le compte à rebours est lancé.

Par Ange Malundama

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

Le monde économique se trouve à la croisée des chemins. Alors que les effets de la pandémie semblent enfin s'estomper dans les comptes publics et les chaînes de valeur, les fractures géopolitiques, le durcissement des politiques monétaires et les transitions énergétiques forcent les économies à redessiner leurs modèles. Une recomposition du paysage économique mondial est en cours, avec en toile de fond une fragmentation croissante entre blocs régionaux, une désinflation sous surveillance et une croissance inégalement répartie.

Croissance mondiale fragile mais tenace

Le FMI prévoit une croissance de 3,2 % pour 2025, légèrement supérieure à la moyenne historique des dix dernières années. Mais cette résilience apparente masque des disparités profondes.

D'un côté, les États-Unis font mieux que prévu: grâce à un marché de l'emploi solide et une consommation toujours vigoureuse, la première économie mondiale résiste au resserrement monétaire opéré par la Réserve fédérale.

De l'autre, la zone euro peine à retrouver son souffle, plombée par la faiblesse de l'investissement industriel allemand, la rigueur budgétaire italienne et une demande intérieure encore fébrile. La Chine, quant à elle, avance dans un cycle

de croissance plus modérée, autour de 4,5 %, loin des pics d'il y a dix ans. Le modèle tiré par le crédit et la construction s'essouffle, tandis que la transition vers une économie fondée sur la consommation intérieure piétine.

Pékin fait face à un défi structurel: réinventer sa croissance sans bulle immobilière ni dette publique incontrôlée.

Tensions géopolitiques: une économie de blocs se dessine

La guerre en Ukraine, la rivalité sino-américaine, et plus récemment l'instabilité en mer Rouge, dessinent les contours d'un monde en fragmentation stratégique accélérée. L'idée d'un commerce mondial fluide et globalisé semble déjà derrière nous.





L'émergence du BRICS+, fort de l'élargissement à des poids lourds comme l'Arabie saoudite, l'Iran ou l'Éthiopie, ambitionne de créer un contre-pouvoir au G7, aussi bien sur le plan monétaire que commercial.

Le discours autour de la dédollarisation, bien qu'encore largement symbolique, commence à influencer les accords bilatéraux, notamment dans les secteurs pétrolier et minier.

Les entreprises, elles, adaptent leur logistique: délocalisation partielle des chaînes d'approvisionnement (nearshoring), renforcement des stocks, diversification des fournisseurs.

La sécurité économique supplante peu à peu la seule recherche de rentabilité.

Le défi monétaire: **normalisation** **et vigilance**

Les banques centrales des économies développées entrent dans une phase délicate de "ré-atterrissage" monétaire. L'inflation recule, mais pas suffisamment pour relâcher totalement la pression.

La Fed comme la BCE s'orientent vers des baisses de taux graduelles, mais demeurent prudentes: tout relâchement prématuré pourrait raviver les tensions inflationnistes.

La BCE, par exemple, a entamé en juin 2025 une première baisse de taux de 25 points de base, tout en soulignant la nécessité de surveiller les salaires et les services.

Dans les pays émergents, la situation est plus contrastée. L'Amérique latine, pionnière du resserrement monétaire post-Covid, bénéficie désormais d'une marge pour soutenir la croissance.

L'Afrique, quant à elle, reste sous la pression d'un dollar fort, qui renchérit les dettes extérieures et pèse sur les balances commerciales.

Transitions énergétique **et numérique:** **accélérateurs ou freins?**

Deux moteurs de transformation structurent désormais les politiques écono-

miques: la transition verte et la révolution technologique.

L'Union européenne avance à marche forcée sur ses objectifs climatiques, mais le coût de cette transition est lourd: inflation verte, protestations sociales face aux normes écologiques, et inquiétudes sur la compétitivité industrielle.

La Chine, elle, domine toujours la chaîne de valeur des technologies vertes, des batteries au solaire, imposant sa cadence au reste du monde.

Parallèlement, l'intelligence artificielle redéfinit les enjeux de productivité. Les États-Unis, grâce à leur écosystème de la tech, gardent une longueur d'avance, mais les retombées économiques concrètes restent encore plus spéculatives que mesurables.

L'Afrique, souvent perçue comme à la traîne, pourrait surprendre par des sauts technologiques ciblés, notamment dans les services financiers ou l'agriculture connectée.

Une recomposition en- **core ouverte**

L'économie mondiale de demain sera moins globalisée, plus politique, et sans doute plus volatile.

Le paradigme de l'interdépendance pacifique a vécu: il laisse place à un monde de souverainetés renforcées, de diplomatie économique agressive, et de logiques régionales.

Pour les pays en développement, notamment africains, le défi sera de négocier une place dans cette reconfiguration, en tirant parti des rivalités pour attirer investissements, technologies et débouchés.

La croissance ne disparaît pas, elle change de forme. Elle sera plus difficile à obtenir, plus sélective, et plus exigeante. C'est à cette condition qu'elle pourra redevenir inclusive.

Par Ernest Tshiaku Kabamba

LE CLIMAT DES AFFAIRES

La République Démocratique du Congo fait régulièrement la une des journaux économiques. D'un côté, son incroyable manne minière (cobalt, cuivre, coltan) et son potentiel agricole titanesque promettent des rendements à faire pâlir d'envie. De l'autre, les classements Doing Business la plaçaient, avant leur arrêt, systématiquement parmi les pires élèves mondiaux. Alors, fantasme ou opportunité réelle? Décryptage d'un climat des affaires aussi complexe que le pays est vaste, pour investisseurs avertis et stratèges de longue haleine.

Un Impact Majeur, Mais Encore Trop Sectoriel

L'impact des investissements étrangers sur le pays est indéniable, mais il reste paradoxal. Il est massif sur le PIB – les secteurs minier et des télécommunications tirent la croissance à eux seuls –, mais faible en termes de retombées inclusives.

La majorité de la population ne perçoit pas encore les dividendes de cette croissance, concentrée entre quelques mains et dans quelques enclaves.

L'apport étranger est crucial pour les devises, les infrastructures critiques (mines, fibre optique) et le transfert technologique. Cependant, le pays peine à transformer cette manne en une dynamique industrielle et manufacturière plus large.

Le défi pour la RDC est de faire en sorte que l'investissement étranger ne soit plus

un simple prélèvement de ressources, mais le véritable catalyseur d'une économie diversifiée et créatrice d'emplois durables.

Secteurs Porteurs: Du Low-Cost au Capital-Investissement

Tout investisseur doit raisonner en fonction de ses moyens et de son appétit pour le risque. On peut schématiser les opportunités en trois catégories:

1. Petit et Moyen Budget (PME, indépendants): Le Marché de la Consommation Courante

- **Secteurs:** Retail (distribution de produits importés de première nécessité), agroalimentaire de transformation à petite échelle (boulangeries, jus, yaourts), services (maintenance informatique, marketing digital, formation), restauration, logistique last-mile.

- **Marge brute:** Variable, mais souvent entre 15% et 35%. La clé est le volume et la gestion rigoureuse des stocks et de la trésorerie. Le marché local, immense, est vorace mais très sensible aux prix.

2. Budget Moyen à Important (ETI, investisseurs privés): L'Agro-Industrie et les Services Spécialisés

- **Secteurs:** Agriculture (cultures à haute valeur ajoutée: café, cacao, huile de palme, quinquina) et élevage (volaille, bovins). Énergie (solutions solaires hors réseau, mini-réseaux). Immobilier (bureaux de standing moyen, logements pour la classe moyenne montante). Santé privée et éducation privée.

- **Marge brute:** Potentiellement très attractives, entre 25% et 50%+ pour l'agro-transformation et l'énergie, en raison d'une demande non saturée. L'immobilier offre des rendements

locatifs intéressants mais nécessite un gros capital initial.

3. Gros Budget (Grands Groupes, Fonds d'Investissement): Les Secteurs Stratégiques

- **Secteurs:** Mines (exploration et exploitation, joint-ventures avec les détenteurs de permis). Infrastructures (logistique, routes, énergie). Télécoms. Transformation locale des minerais (cathodes de cuivre, précurseurs de batteries). Sylviculture durable.

- **Marge brute:** Exceptionnelle dans les mines, mais avec des cycles d'investissement longs (5-10 ans) et des capitaux énormes.

Les autres secteurs offrent des marges solides (15-30%) basées sur des contrats de long terme et un retour sur investissement stable.

- **La Sous-Estimation des Délais et des Coûts:** Tout prend plus de temps et coûte plus cher que prévu. Facteur "défis logistiques" et "lourdeur administrative" dans tous vos business plans.

- **Le Mépris des Réalités Locales:** Imposer un modèle occidental sans l'adapter est voué à l'échec. Il faut comprendre la consommation locale, les canaux de distribution informels et la gestion des ressources humaines congolaises.

- **Le Risque Sécuritaire:** Selon les régions, la situation peut varier. Une analyse fine de la zone d'implantation est cruciale.

La Meilleure Stratégie: Le Pragmatisme Éclairé

Il n'y a pas de formule magique, mais une approche gagnante se dessine:

4. Facteur ESG (Environnemental, Social, Gouvernance):

Ce n'est plus de la philanthropie, mais de la bonne gestion des risques. Une entreprise qui forme, qui respecte l'environnement et qui intègre les communautés locales se construit une licence to operate et une résilience bien plus forte.

5. **Diversification:** Ne mettez pas tous vos œufs dans le même panier. La diversification sectorielle ou géographique au sein du pays peut atténuer les risques.

Mot de la fin: Pour Investisseurs Résilients et Visionnaires

Le climat des affaires en RDC n'est pas pour les âmes sensibles ou ceux qui cherchent un retour rapide. C'est un marathon, pas un sprint.



Les Pièges à Éviter Absolument

Se lancer en RDC sans préparation est un suicide commercial. Voici les écueils majeurs:

- **L'Improvisation Juridique:** Ne pas constituer un bon conseil juridique local est la première erreur.

Le droit des affaires, mêlant code OHADA, droit congolais et pratiques informelles, est un maquis.

- **Le Partenariat Aveugle:** Choisir un mauvais partenaire local est le piège numéro un.

Due diligence indispensable! Recherchez la réputation, la solidité financière et la compatibilité culturelle.

1. **Présence sur le Terrain:** Impossible de gérer un business à distance. Il faut être sur place, ou avoir un représentant de confiance extrêmement compétent.

2. **Joint-Venture Structurée:** S'associer avec un partenaire congolais sérieux est souvent la clé pour naviguer dans l'environnement administratif, sécuritaire et commercial. Mais la structure doit être claire: définir les apports, les responsabilités et les mécanismes de gouvernance et de sortie.

3. **Démarrer à petite échelle, puis monter en puissance:** Commencez par un projet pilote, testez le marché, apprenez ses nuances, évitez les investissements trop lourds et irréversibles en phase initiale.

Il exige de la patience, des capitaux solides, une intelligence contextuelle aigüe et une vraie volonté de s'inscrire dans le temps long.

Pour ceux qui acceptent ces règles du jeu, les récompenses peuvent être considérables, non seulement en termes financiers mais aussi en impact développemental.

La RDC offre une opportunité rare: participer à la construction d'un géant économique.

Mais cela se fera sans doute moins dans la ruée vers l'or ou le cobalt – que dans la construction patiente d'une entreprise ancrée localement, résiliente et utile.

Par Maria Wavelela

LA RIVALITÉ GEOÉCONOMIQUE STRUCTURANTE DU XXI^E SIÈCLE

La dynamique géoéconomique mondiale en 2025 est dominée par l'affrontement structurant de deux pôles stratégiques: le G7, incarnation des puissances industrialisées occidentales, et le BRICS+, coalition élargie de puissances émergentes en quête d'un ordre mondial multipolaire. Tandis que le G7 conserve une suprématie technologique et une influence institutionnelle, le BRICS+ progresse grâce à son poids démographique, ses ressources stratégiques et une volonté assumée de remodeler les règles du jeu global.



Cet article propose une analyse comparative approfondie des atouts respectifs, de leurs zones d'influence et des secteurs clés de la compétition.

1. Deux pôles aux logiques opposées et la continuité de l'ordre établi

Le G7, composé des États-Unis, du Canada, du Japon, de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie, le G7 regroupe encore environ 29 % du PIB mondial en 2025, selon les données actualisées du FMI. Il reste le cœur du système financier international, avec la domination des devises occidentales (USD, EUR, JPY), des marchés de capi-

taux (Wall Street, la City), et une forte influence sur les institutions multilatérales historiques comme le FMI et la Banque mondiale.

Sa force réside également dans son avance technologique et son réseau diplomatique dense.

Le BRICS+: la coalition hétérogène des puissances montantes

Depuis son élargissement en janvier 2024, le BRICS+ rassemble désormais 11 membres: Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Iran, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et (officiellement admise mais en retrait politique) l'Argentine. Ensemble, ils représentent:

- 47 % de la population mondiale
- 35 % du PIB mondial en parité de

pouvoir d'achat (PPA)

- Environ 60 % des réserves mondiales de matières premières stratégiques

Le BRICS+ se positionne désormais comme une plateforme de contestation du monopole occidental, avec pour ambition la refonte des mécanismes de gouvernance globale.

2. Comparaison sectorielle: les terrains de la rivalité

a) Finance et monnaie

G7: • Dominance persistante des places financières mondiales

- Contrôle des institutions de Bretton Woods



- USD toujours monnaie dominante dans 84 % des échanges internationaux (SWIFT 2024)

BRICS+:

- Développement de la Nouvelle Banque de Développement (NDB), qui s'ouvre à d'autres pays du Sud
- Accélération des initiatives de dé-dollarisation : en 2024, plus de 90 % des échanges Chine-Russie ont été réalisés en yuan et rouble
- Lancement de systèmes alternatifs à SWIFT (e.g., SPFS, CIPS)

Avantage actuel au G7, mais tendance lourde vers une diversification monétaire pilotée par la Chine et les BRICS+.

b) Énergie et matières premières

BRICS+:

- Contrôle d'environ 44 % de la production mondiale de pétrole (grâce à l'intégration de l'Arabie saoudite, de l'Iran et des Émirats)
- Leadership sur les ressources critiques (terres rares, lithium, cobalt)
- Influence stratégique sur les routes énergétiques (détroits, pipelines, corridors logistiques)

- G7: • Forte dépendance énergétique (hors USA et Canada)
- Supériorité technologique dans les énergies vertes : hydrogène vert,

éolien offshore, batteries avancées

BRICS+ domine les ressources fossiles et critiques, tandis que le G7 prend l'avantage sur la transition énergétique.

c) Technologie et innovation

- G7: • Leadership dans les brevets et la recherche fondamentale (MIT, Oxford, Max Planck)
- Domination du numérique par les Big Tech (Google, Apple, Microsoft)
 - Supériorité sur les semi-conducteurs avancés (ASML, Nvidia, Intel, TSMC - partenaire stratégique du Japon et des USA)

- BRICS+: • Montée rapide de la Chine en IA, 5G, spatial, et semi-conducteurs (Huawei, SMIC, BeiDou)
- Inde: hub mondial des services informatiques (Infosys, Wipro, TCS)
 - Hétérogénéité technologique persistante (écart important avec les membres africains ou latino-américains)

Avantage pour le G7, mais la Chine se rapproche rapidement, changeant les équilibres d'ici 2030.

d) Diplomatie et influence géopolitique

- G7: • Rôle central dans les alliances militaires (OTAN, AUKUS, G7+)
- Capacité d'imposition de sanctions extraterritoriales (OFAC, EU sanctions)

- Influence normative et institutionnelle encore dominante

BRICS+: • Appel constant à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

- Renforcement de l'influence diplomatique en Afrique, en Asie centrale et au Moyen-Orient
- Création de forums alternatifs (BRICS+, Belt and Road Forum, SCO)

Le G7 conserve un avantage institutionnel, mais le BRICS+ progresse dans le Sud global grâce à une diplomatie de proximité.

e) Démographie et marchés intérieurs

- G7: • Population vieillissante (âge médian > 45 ans en Allemagne, Italie, Japon)
- Marchés intérieurs saturés mais riches

- BRICS+: • Jeunesse majoritaire (âge médian < 30 ans en Afrique et en Inde)
- Explosion des classes moyennes (Inde, Égypte, Afrique de l'Ouest)
 - Urbanisation rapide, croissance de la demande intérieure

Avantage structurel au BRICS+, dont les marchés deviendront les principaux mo-

teurs de la croissance mondiale à horizon 2035.

3. Cohésion interne: homogénéité vs fragmentation

G7: une unité politique sous tension

- Valeurs partagées (libéralisme, démocratie)
- Mais divergences croissantes (populisme, dette publique, fatigue stratégique des opinions)

BRICS+: une alliance fonctionnelle mais fracturée

- Multiplicité des régimes: monarchies du Golfe, démocraties (Inde, Brésil), régimes autoritaires (Russie, Chine, Iran)
- Tensions internes persistantes: rivalité sino-indienne, clivage sunnite/chiite, différentiel économique Nord-Sud
- Commerce intra-BRICS+ encore marginal (moins de 11 % du commerce total des membres)

Cohérence idéologique du G7, mais dynamique démographique et stratégique côté BRICS+ malgré ses fragilités.

4. Vers un monde polycentrique (2025–2035)

Secteur	Avantage actuel	Tendance à 2035
Finance	G7	BRICS+ en montée
Énergie	BRICS+	BRICS+ consolidé
Technologie	G7	Chine proche du leadership
Diplomatie	G7	Équilibre incertain
Démographie/ consommation	BRICS+	BRICS+ dominant

5. Le dilemme stratégique des pays non-alignés

Face à cette bipolarisation stratégique, les puissances intermédiaires (Afrique, ASEAN, Amérique latine) naviguent avec pragmatisme:

- Diversification des partenariats: éviter l'alignement rigide sur un seul bloc
- Compétition des offres: infrastructures vs gouvernance, prêts vs subventions
- Multiplication des normes: monnaies, standards technologiques, réglementations divergentes

La fragmentation du système mondial peut être une opportunité, mais aussi un

risque pour les pays non-alignés s'ils ne renforcent pas leur autonomie stratégique.

Deux récits

Le G7, fort de son héritage institutionnel, défend un ordre établi en perte d'influence relative. Le BRICS+, malgré sa diversité, construit une alternative fondée sur la démographie, les ressources et une revendication de justice globale.

Aucun bloc ne l'emporte aujourd'hui de manière décisive. L'enjeu principal réside dans leur capacité respective à fédérer autour d'un récit crédible et mobilisateur.

Par Augustine Kalunga





Le Groupe BGFIBank désigné Meilleure Banque d'Afrique Centrale aux African Banker Awards 2025



BGFIBank RDC SA
Tel : +243 82 61 80 087 / Email : eqc.rdc@bgfi.com
www.groupebgfibank.com



BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir

LE MARCHÉ IMMOBILIER DE KINSHASA

En 2024, le marché immobilier de Kinshasa a connu une croissance notable, caractérisée par une demande accrue de logements modernes, notamment dans des quartiers prisés tels que Gombe, Ngaliema et Limete. Cette tendance s'explique par l'expansion économique et l'urbanisation rapide de la ville. Les prix dans le segment haut de gamme se sont stabilisés, avec une offre de plus en plus diversifiée incluant des appartements et des villas de luxe dotés de commodités modernes. Parallèlement, le développement d'infrastructures, telles que des routes, des centres commerciaux et des immeubles de bureaux, a renforcé l'attractivité de la ville pour les investisseurs étrangers, bénéficiant d'un cadre légal plus transparent pour l'acquisition de biens immobiliers.

Avec près de 18 millions d'habitants, la mégapole et cœur économique de la République Démocratique du Congo, fait face à une demande exponentielle en logements et infrastructures.

Pourtant, l'offre reste largement insuffisante, créant un marché immobilier dual:

- **Secteur formel:** Réservé à une élite, avec des prix comparables à ceux des capitales européennes (jusqu'à 1 200 000 000\$ pour une villa à Gombe).

- **Secteur informel:** Représentant 70 % des transactions, caractérisé par des constructions anarchiques et parfois sans titres fonciers.

Projets immobiliers phares et zones d'investissement

La Cité du Fleuve

La Cité du Fleuve est un projet ambitieux visant à créer un nouveau quartier sur des terres récupérées du fleuve Congo.

Lancé en 2009, ce développement prévoit d'accueillir jusqu'à 250 000 résidents, avec des infrastructures modernes et des logements de standing. Bien que le projet soit encore en cours, il représente une opportunité d'investissement intéressante pour ceux cherchant à se positionner sur le long terme.

Le Centre Financier de Kinshasa

Inauguré en décembre 2023, le Centre Financier de Kinshasa est un hub financier situé dans la commune de Gombe.

Ce complexe abrite des institutions clés telles que les ministères des Finances et du Budget, ainsi que des banques et des entreprises.

Son emplacement stratégique et ses infrastructures modernes en font une zone attractive pour les investissements immobiliers commerciaux.

Quartier Mont-Fleury

Situé dans la commune de Ngaliema, Mont-Fleury est connu pour ses villas luxueuses et ses propriétés de grandes fortunes congolaises.

Surnommé le “Beverly Hills de Kinshasa”, ce quartier attire des célébrités et des expatriés, offrant des opportunités d’investissement dans l’immobilier résidentiel haut de gamme.

Avantages et inconvénients du marché kinois

Avantages

- Demande insatiable (croissance démographique + exode rural).
- Émergence d’une classe moyenne urbaine (3,5 millions de personnes).
- Projets structurants: Pont Kinshasa-Brazzaville, Zones économiques spéciales.
- Rentabilité locative élevée (8 à 12 % annuel pour les bureaux à Gombe).

Inconvénients

- Insécurité juridique: 60 % des terrains sans titre légal (FAO).
- Coûts de construction élevés (matériaux importés à +30 % vs Afrique de l’Est).
- Risques politiques: Instabilité périodique, corruption.
- Manque d’infrastructures (eau, électricité, routes).

Perspectives 2030: Courbe des prix et scénarios

Projection des prix (hypothèse moyenne):

2023-2030: Hausse annuelle de 5 à 7 % pour le secteur formel, tirée par:

- La raréfaction des terrains viabilisés.
- L’afflux d’investisseurs étrangers (Chine, Turquie, Afrique du Sud).
- L’urbanisation galopante (+2,5 millions d’habitants attendus d’ici 2030).

Scénario optimiste:

Si stabilisation politique et achèvement des mégaprojets (ex: Cité du Fleuve), les prix pourraient bondir de 10 % annuels.

Scénario critique:

Un effondrement des cours miniers ou une crise sécuritaire entraînerait une stagnation, voire une correction (-15 % en 18 mois).

Temps de rentabilité et zones géographiques propices

Le temps de rentabilité des investissements immobiliers à Kinshasa varie en fonction de plusieurs facteurs, notamment la localisation, le type de bien et le segment de marché ciblé.

En général, les investissements dans des quartiers prisés comme Gombe et Ngaliema peuvent offrir des rendements plus rapides, compte tenu de la forte demande et des loyers élevés.

Cependant, ces zones nécessitent un capital initial plus important. À l’inverse, des quartiers en développement ou périphériques peuvent offrir des opportunités à moindre coût, avec un potentiel d’appréciation à moyen ou long terme.

Opportunités d’investissement: Où, quoi et quand investir?

Zones géographiques stratégiques

Gombe (Golden Triangle): Quartier des affaires, rentabilité locative garantie, mais saturation à moyen terme.

Limete et Ngaliema: Nouveaux pôles résidentiels pour la classe moyenne (prix au m²: 800\$ vs 2500\$ à Gombe).

Nouveaux pôles: Cité du Fleuve (projet pharaonique sur 800 ha) et Maluku (zone industrielle).

Projets les plus rentables

Résidentiel haut de gamme: Appartements sécurisés avec services (piscine, gym).

Rentabilité: 7-10 ans (loyer moyen: 3 000\$/mois pour 3 chambres).

Logements sociaux: Partenariats

public-privé (État visant 100 000 unités d’ici 2030).

Rentabilité: 12-15 ans, mais subventions possibles.

Bureaux et centres commerciaux: À cibler les zones en développement (Bandálungwa, Kintambo).

Rentabilité: 5-8 ans (taux d’occupation > 80%).

Secteur émergent: Immobilier industriel

- Entrepôts logistiques près du port de Matadi (axe Kinshasa-Matadi).
- Rentabilité: 6-9 ans (demande croissante liée au e-commerce).

Analyse des risques et conseils aux investisseurs étrangers

Piège à éviter:

L’achat de terrains sans titre foncier vérifié (recoupez via Cadastre congolais et notaires agréés).

Levier clé:

Privilégier les joint-ventures avec des acteurs locaux pour naviguer dans la bureaucratie.

En somme, le marché immobilier kinois est un eldorado sous conditions, bien que juteux, il exige une approche pragmatique et une vision à long terme.

Les projets structurants (Cité du Fleuve, corridors économiques) et la démographie explosive en font un pari crédible à moyen et long terme, à condition de mitiger les risques politiques et juridiques.

Il représente un potentiel significatif pour les investisseurs avertis, avec des opportunités dans divers segments, allant du résidentiel haut de gamme aux projets commerciaux ambitieux.

Toutefois, il est essentiel de considérer les défis inhérents au contexte local et de s’entourer de partenaires fiables pour naviguer dans ce marché complexe. Si les efforts de modernisation et de développement se poursuivent de manière soutenue, les perspectives à l’horizon 2030 demeurent prometteuses.

Par Luzolo Zolantima

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Imaginez un pays où la terre pourrait nourrir un demi-milliard d'êtres humains.

Un pays où les rivières serpentent entre les champs de manioc et de bananiers, et où le soleil tropical accélère la croissance des cultures à un rythme presque double par rapport à d'autres régions du monde. Ce pays existe: c'est la République démocratique du Congo.

À Kinshasa comme à Goma, les marchés sont souvent clairsemés, les prix des denrées s'envolent, et les sacs de farine importée s'entassent dans les ports. Comment expliquer ce paradoxe?

Malgré ses atouts naturels considérables, l'agro-industrie congolaise peine à décoller.

Entre les mains de petits exploitants — ces invisibles qui nourrissent le pays — l'agriculture reste une lutte quotidienne: absence d'accès au crédit, routes impraticables, usines vétustes...

Mais tout n'est pas sombre car des coopératives émergent, des entrepreneurs misent sur des filières porteuses comme l'huile de palme ou le cacao, et le mot "souveraineté alimentaire" commence à s'imposer dans les couloirs des ministères.

Chaque année, la RDC importe près de 2 milliards de dollars de denrées alimentaires.

Un non-sens pour un pays si riche en terres et en eau.

La terre grasse et généreuse



État des lieux: un géant agricole en sommeil

Avec 80 millions d'hectares de terres arables (dont à peine 10 % exploités) et une population estimée à plus de 100 millions d'habitants d'ici 2050, la RDC dispose d'un potentiel agricole stratégique.

Le secteur reste largement sous-performant, freiné par l'instabilité politique, le manque d'investissements durables et une gouvernance défailante.

Quelques indicateurs clés:

- Contribution au PIB: 20 % (contre 30 % dans les années 1980)
- Importations alimentaires: 1,5 milliard \$/an (riz, blé, poulet)
- Productivité: deux fois inférieure à la moyenne africaine (FAO)

Cartographie des zones clés:

Région	Spécialisation	Atouts
Kongo-Central	Palmier à huile, cacao	Proximité de Kinshasa, sols fertiles
Haut-Katanga	Maïs, soja, élevage	Infrastructures minières réutilisables
Kivu	Café, quinoa, haricots	Microclimats montagneux favorables
Équateur	Riz, manioc, poisson	Réseaux fluviaux abondants

Le paradoxe congolais: richesse naturelle, pauvreté agricole

ATOUTS	FREINS STRUCTURELS
Climat tropical diversifié (deux saisons de pluie)	Insécurité foncière : 90 % des terres sans titres légaux
Ressources en eau abondantes	Réseau routier : seulement 2 % de routes bitumées
Main-d'œuvre jeune (68 % de la population a < 25 ans)	Taux d'intérêt moyen de 18 % pour les crédits agricoles
Demande intérieure forte et croissante	Risques climatiques : sécheresses au Sud, inondations au Nord





Horizon 2050: explosion démographique et défis agricoles

- Population estimée en 2050 : 197 millions d'habitants
- Besoin de tripler la production agricole pour suivre la demande
- Consommation en céréales : de 4,5 MT en 2023 à 12 MT en 2050

Deux scénarios:

- Optimiste: Réformes mises en œuvre rapidement
 - Autosuffisance en riz et maïs d'ici 2040
 - Développement d'exportations certifiées (cacao, café bio)
- Critique: Inaction ou réforme trop lente
 - Dépendance alimentaire: 45 %
 - Malnutrition: jusqu'à 50 % des enfants affectés

Potentiel régional: des filières rentables à portée de main

1. Bandundu & Kwilu – Le quinoa, nouvel or vert

- Potentiel: 500 000 ha exploitables
- Rentabilité: x4 par rapport au maïs (5 000 \$/T à l'export)
- Projet modèle: Coopérative Lisala Food (rendement : 2,5 T/ha)

2. Kivu – La renaissance du café arabica

- Terroir comparable à l'Éthiopie (1 500–2 000 m d'altitude)
- Certification bio: 600 \$/ha, rentabilité à 5 ans
- Programme phare: Kahawa Bora (relancé par l'UE en 2022)

3. Équateur – Riziculture mécanisée

- Potentiel: 12 MT/an sur 2 millions d'ha
- Projets pilotes: Riz du Congo à Gemena
- Rentabilité: en 2 ans avec mécanisation



4. Tanganyika – Aquaculture la custré

- Besoins en poisson en 2050: 200 000 T (contre 15 000 T produits aujourd'hui)
- Rentabilité: 18 mois avec écloseries modernes

Efforts actuels: initiatives concrètes, obstacles persistants

A. Le secteur public s'active

- PNIA (2022–2026): 2,5 milliards\$ pour la modernisation agricole
- 100 centres de transformation
- Subventions sur les semences hybrides (-30 %)
- Loi foncière de 2023: début du cadastre agricole (objectif: 5 millions d'ha d'ici 2030)

B. Le secteur privé monte en puissance

- Grupo Pão de Açúcar (Brésil): projet de 10 000 ha de soja à Kikwit
- Cargill, Olam: partenariats cacao et huile de palme

- Start-ups: AgriTech Congo, appli de microcrédit pour 50 000 agriculteurs

C. Défis persistants

- Corruption: 40 % des fonds agricoles détournés (Transparency International, 2023)
- Insécurité: 30 % des terres agricoles au Kivu inaccessibles aux investisseurs

VI. Recommandations stratégiques aux investisseurs

- Cibler les partenariats public-privé (PPP) pour sécuriser les terres et l'approvisionnement
- Investir dans la chaîne logistique (silos, camions frigorifiques), bien plus rentable que la production seule
- Miser sur des cultures résilientes et certifiables (bio, commerce équitable) pour capter les marchés internationaux

Constat: une terre d'opportunités, un compte à rebours enclenché

La RDC a le potentiel de devenir le grenier de l'Afrique centrale, voire du continent.

Pour cela, elle doit transformer son agriculture de survie en un agrobusiness structuré et compétitif, capable de nourrir sa population, créer des emplois et générer des devises.

Les projets existent, les ressources sont là, les marchés attendent.

Reste à coordonner les efforts, renforcer l'État, et miser sur le long terme. Car sur ces terres fertiles repose peut-être l'un des leviers majeurs de l'avenir alimentaire africain.

Par Augustine Kalunga





Cabinet du Président de la République
Service Spécialisé
**AGENCE NATIONALE POUR
LA PROTECTION DU PATRIMOINE
IMMOBILIER DE L'ÉTAT**

- **Gestion rationnelle
du patrimoine
immobilier de l'État**

- **Protection**

- **Veille**

- **Sécurisation**

- **Conservation**

- **Valorisation**

+243 993 333 123
info.anppie@presidence.cd
www.presidence.cd
f t i n Presidence_RDC

Palais de la Nation
Kinshasa-Gombe
RD Congo





Et si la clé du développement économique de la République Démocratique du Congo ne se trouvait ni dans ses mines de cobalt, ni dans ses gisements de cuivre, mais... dans ses archives?

Un trésor méconnu, ignoré, souvent laissé à l'abandon dans des cartons poussiéreux: les données géologiques et cadastrales héritées de la colonisation et des premières décennies de l'indépendance.

Un sujet a priori aride, mais qui révèle une réalité économique vertigineuse: la RDC est peut-être assise sur une "dette data" colossale, un actif immatériel qui vaut de l'or, mais qui s'effrite chaque jour un peu plus. Une analyse inédite sur l'économie de la connaissance perdue.

Le trésor oublié: Les archives de la Gécamines et du cadastre colonial

Pour comprendre, il faut remonter le temps. Durant la période coloniale et jusqu'aux années 70-80, la gestion des ressources et des terres était enregistrée avec une rigueur méticuleuse, "à la belge". La Gécamines (ex-Gécomin), pilier de l'économie, a produit des centaines de milliers de rapports de forage, de cartes géologiques détaillées, d'analyses de minerais d'une précision inégalée.

Parallèlement, l'administration du cadastre a cartographié et enregistré des millions de parcelles, traçant un réseau de propriété et de concessions qui structurait le territoire.

Aujourd'hui, où sont ces données? Enfouies. Littéralement. Certains documents dorment dans des sous-sols humides de Lubumbashi ou de Kinshasa, menacés par les termites et l'humidité.

D'autres ont été dispersés, volés, ou vendus au marché noir à des collectionneurs ou... à des sociétés minières étrangères bien informées.

Cette richesse informationnelle, d'une valeur inestimable, n'a jamais été numérisée de manière systématique. Elle constitue pourtant la mémoire géologique et foncière du pays.

La "Dette Data": Une ponction sournoise sur la souveraineté économique

C'est ici que le bât blesse économiquement. Cette perte de données crée une asymétrie d'information dramatique lors des négociations entre l'État congolais et les investisseurs.

1. Survalorisation du risque, sous-évaluation des actifs: Une société minière internationale qui arrive avec ses propres technologies de prospection (satellites, drones, scanners) dispose d'une longueur d'avance.

Mais si, en plus, elle a accès – par des canaux opaques – à des données historiques précises que l'État n'a peut-être pas encore consolidées, le

déséquilibre est total. L'investisseur connaît le potentiel exact d'un sous-sol mieux que l'administration qui le lui vend.

Résultat: les concessions sont cédées à un prix bien en-deçà de leur valeur réelle. La "dette data" se transforme en manque à gagner fiscal colossal.

2. Insécurité juridique et conflits fonciers: La complexité de consulter un cadastre fiable est une source permanente de conflits.

Qui est le vrai propriétaire d'un terrain? Une société peut obtenir une concession sur une zone déjà habitée ou exploitée artisanalement, car les registres sont inexistantes ou contradictoires.

Cette insécurité juridique freine les investissements domestiques dans l'agriculture ou l'immobilier et génère une instabilité sociale qui a un coût économique direct.

3. Le Paradoxe de la Double Dépense: L'État et les sociétés minières dépensent des fortunes pour re-prospecter et re-cartographier des zones qui l'ont déjà été il y a 50 ans.

La RDC paye deux fois pour la même information: une première fois quand elle a été collectée (et perdue), une seconde fois aujourd'hui.

Quel impact économique en 2030? La course contre la montre

L'enjeu pour 2030 est de renverser la vapeur. Soit la RDC continue de laisser se dégrader ce patrimoine data, et elle restera en situation de faiblesse permanente dans les négociations, aliénant un peu plus sa souveraineté économique. Soit elle lance un véritable plan Marshall de la data historique.

• **Numérisation massive:** Il s'agirait de lancer un projet prioritaire national, avec la mise en place des partenariats public-privé, pour numériser, géoréférencer et sécuriser toutes les archives existantes.

• **Création d'une "Banque de Données Souveraine":** Centraliser ces informations dans une base de



données ultra-sécurisée, accessible de manière transparente et payante aux investisseurs, deviendrait un actif financier stratégique.

Cette banque de données deviendrait le seul interlocuteur légitime pour certifier l'information géologique et foncière.

• **Valeur économique:** Les retombées seraient immédiates. Meilleures négociations des contrats miniers, augmentation des recettes fiscales, réduction des conflits fonciers, attraction d'investissements plus diversifiés grâce à une sécurité juridique renforcée. On passerait d'une économie de la prédation à une économie de la connaissance maîtrisée.

La plus value se trouve dans les vieilles cartes

Alors que tous les regards sont tournés vers l'extraction du futur, le vrai trésor de la RDC pourrait bien être caché dans son passé. La "dette data" n'est pas une fatalité.

Elle représente, au contraire, une opportunité unique de reprendre le contrôle de la narration économique nationale.

Investir dans la réappropriation de sa propre mémoire informationnelle est sans doute l'investissement le plus stratégique que le pays puisse faire.

C'est un travail de fourmi, peu glamour, loin des mégaprojets clinquants. Mais c'est peut-être la condition sine qua non pour qu'en 2030, la RDC cesse d'être un acteur passif de sa propre richesse et en devienne le véritable architecte.

La souveraineté économique du XXI^e siècle se jouera aussi dans la numérisation des vieilles cartes d'archives.

Annexe: Données et Perspectives par Secteur

1. Données Géologiques

• **Volume estimé:** Plus de 500 000 pages de rapports techniques (forages, analyses chimiques, cartes géologiques) produits entre 1920 et 1980 par la Gécomin/Gécamines sont identifiés par les experts comme étant "d'intérêt critique".

• **Valeur potentielle:** Une étude de la Banque Mondiale estime que la clarification du cadastre minier et l'accès à des données géologiques fiables pourraient augmenter les recettes fiscales du secteur de 15 à 25% à moyen terme, en permettant une meilleure négociation des contrats et une revalorisation des actifs.

• **Exemple concret:** Dans la ceinture du cuivre, des données de forage des années 60 ont permis à une junior minière de identifier de nouveaux gisements à proximité de mines existantes, sans prospection coûteuse, simplement en réanalysant des échantillons archivés avec des technologies modernes.

2. Données Cadastreales

• **État des lieux:** Seulement 10 à 15% du territoire national est couvert par un cadastre fiable et à jour. À Kinshasa, moins de 30% des propriétés sont enregistrées de manière incontestable.

• **Coût de l'ambiguïté:** La Banque Africaine de Développement estime que l'insécurité foncière coûte à l'économie congolaise entre 1 et 2% de croissance du PIB annuel en investissements immobiliers et agricoles perdus.

• **Projet pilote:** Un projet financé par l'UE dans le Kongo-Central a montré que la numérisation des archives cadastrales coloniales et leur intégration dans un système moderne ont réduit les conflits fonciers de 70% dans les zones test, libérant ainsi l'investissement local.

3. **Stratégie de Valorisation:** Un Scénario pour 2030 Pour inverser la tendance, un investissement public-privé de 100 à 200 millions de dollars sur 5 à 7 ans serait nécessaire pour:

• **Sauvegarde physique:** Construire ou réhabiliter des centres d'archivage aux normes internationales à Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani.

• **Numérisation de masse:** Scanner et traiter plusieurs millions de pages et de cartes.

• **Création d'une plateforme souveraine:** Développer une base

de données centralisée, sécurisée et interopérable, avec un accès différencié (public, payant pour les entreprises).

• **Formation:** Former une nouvelle génération de géomaticiens, data managers et juristes spécialisés en droit foncier numérique.

Retour sur investissement: Cet investissement pourrait être autofinancé en 5 à 10 ans grâce:

• Aux redevances de consultation des données par les entreprises minières et agro-industrielles.

• À l'augmentation des recettes fiscales générées par une meilleure valuation des actifs.

• Aux économies réalisées en évitant les doubles dépenses de prospection et les longs contentieux judiciaires.

La course pour la souveraineté data est lancée. Le Congo possède un avantage unique mais périssable: une longueur d'avance historique inscrite sur le papier. La numérisation de ce patrimoine n'est pas une question technique, mais un impératif de souveraineté économique.

C'est le seul moyen de transformer la "dette data" en "dividende data", et de faire enfin du pays le premier actionnaire de sa propre richesse. Les vieilles cartes jaunies dans les archives de l'État valent peut-être plus, à terme, que les camions sortant de la mine.

Par Maria Wavelala



ÉCHANGES

TRANSFRONTALIERS

ET SECTEURS

D'AVENIR

La République démocratique du Congo (RDC), partage près de 10 000 kilomètres de frontières avec neuf pays. Un avantage géographique indéniable, qui devrait en faire une plaque tournante des échanges régionaux. Pourtant, le commerce transfrontalier congolais reste encore marqué par des déséquilibres, des blocages logistiques et une dépendance persistante aux matières premières. Mais derrière ces limites, certains secteurs d'avenir commencent à se dessiner.

Des flux dominés par les minerais

La majorité des échanges entre la RDC et ses voisins s'articule autour de ses richesses minières.

Au sud, la Zambie reste un partenaire privilégié: cuivre et cobalt transitent massivement par ses corridors routiers et ferroviaires en direction des ports de Dar es-Salaam (Tanzanie) et de Durban (Afrique du Sud).

À l'ouest, l'Angola capte une partie de ce flux via le port de Lobito, qui prend de plus en plus d'importance dans la stratégie logistique régionale.

À l'est, les relations sont plus complexes. Le Rwanda et l'Ouganda importent des produits miniers congolais, parfois de

manière informelle, alimentant les débats autour de la contrebande et du financement des groupes armés. Les marchés de Goma, Bukavu ou Kasindi témoignent toutefois de l'intensité des échanges de biens de consommation courante: aliments, carburants, textiles.

Un commerce transfrontalier vital mais sous-exploité

Pour des millions de Congolais, le commerce informel aux frontières est une source de revenu essentielle.

Selon la Banque mondiale, plus de 40 % des échanges de biens de première nécessité passent par des circuits non officiels. Manioc, maïs, farine, poissons secs circulent ainsi en petites quantités, mais leur cumul représente une part significative de

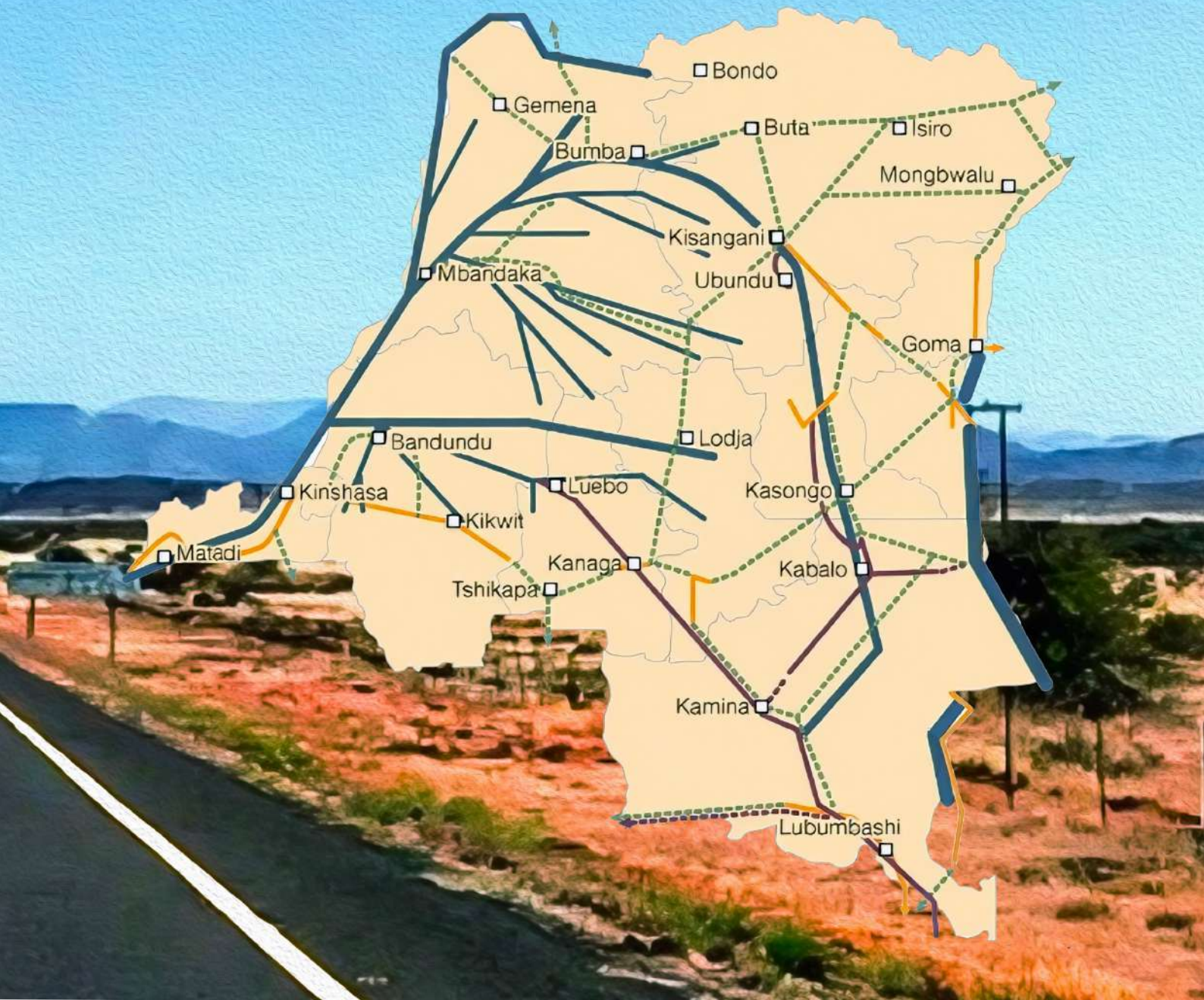
l'économie de survie. Les obstacles restent nombreux: tracasseries administratives, corruption aux postes-frontières, manque d'infrastructures routières et ferroviaires.

Résultat: la RDC, malgré sa taille et son potentiel agricole, importe encore des denrées de ses voisins alors qu'elle pourrait en être l'un des principaux fournisseurs.

Secteurs d'avenir

Au-delà de ce commerce transfrontalier déséquilibré, plusieurs secteurs apparaissent comme des leviers d'avenir pour rééquilibrer l'économie congolaise et renforcer son rôle régional.

- Agro-industrie: avec plus de 80 millions d'hectares de terres arables, la



RDC dispose de quoi nourrir non seulement sa population, mais aussi une partie de ses voisins. La transformation locale du manioc, du maïs ou du café pourrait réduire les importations alimentaires et stimuler les exportations vers le Rwanda, le Burundi et l'Angola.

- **Énergie:** le potentiel hydroélectrique du fleuve Congo est colossal. Des projets comme Inga III pourraient alimenter non seulement la RDC, mais aussi la Zambie, l'Angola et même l'Afrique du Sud. L'exportation d'électricité deviendrait alors une source de devises et un facteur d'intégration régionale.

- **Transformation minière:** la valeur ajoutée échappe encore au pays. Installer des usines de raffinage de cuivre et de cobalt dans le Katanga

permettrait d'alimenter une filière locale de batteries électriques, au lieu d'exporter uniquement du minerai brut.

- **Numérique et services:** avec une population jeune et urbaine, le Congo offre un marché prometteur pour les télécoms, la fintech et le mobile money. Ces services peuvent fluidifier les échanges transfrontaliers et bancariser une population encore largement exclue du système financier classique.

- **Économie verte:** la RDC abrite la deuxième forêt tropicale du monde. Crédits carbone, écotourisme, valorisation durable du bois pourraient devenir des moteurs de croissance, à condition de lutter contre la déforestation illégale et d'attirer des investissements responsables.

Un carrefour régional en devenir

La RDC est à la croisée des chemins. Ses échanges actuels avec ses voisins restent dominés par le minerai et l'informel, mais le potentiel de diversification est immense. Si elle parvient à moderniser ses corridors logistiques, à investir dans l'agro-industrie et à développer une véritable industrie de transformation, le Congo pourrait se positionner comme le cœur économique d'une Afrique centrale et australe plus intégrée.

L'enjeu est de taille: passer d'un rôle, de simple réservoir de matières premières à celui de puissance régionale, capable de peser durablement sur les échanges continentaux.

Par Luzolo Zolantima

LE CAPITAL HUMAIN DE LA RDC



À l'heure où la République Démocratique du Congo est présentée comme le futur géant économique de l'Afrique, portée par la transition énergétique et ses minerais stratégiques, une question cruciale, et souvent éludée, se pose: sur quelle main-d'œuvre compte-t-elle s'appuyer? Le capital humain congolais, à la fois sa plus grande richesse et son défi le plus complexe, sera le véritable arbitre de la réussite ou de l'échec des ambitions nationales à l'horizon 2030. Analyse d'une équation aux multiples inconnues.



Une Force de Travail Pléthorique et Jeune, Mais en Grande Souffrance

Le premier constat, souvent répété comme un mantra, est celui de la jeunesse de la population. Avec une moyenne d'âge avoisinant les 17 ans, la RDC est l'un des

pays les plus jeunes au monde. Sur une population estimée à près de 115 millions d'habitants, plus de 60% ont moins de 25 ans.

Chaque année, des centaines de milliers de jeunes arrivent sur le marché du travail.

Cependant, cette "force" est immédiatement minée par des faiblesses structurelles profondes. Le système éducatif, public comme privé informel, est en crise. Il produit massivement des diplômés, mais dont les compétences sont souvent déconnectées des besoins réels du marché de l'emploi. Le manque de formation technique, professionnelle et digitale crée un gap abyssal entre l'offre et la demande de travail.

Le taux de chômage officiel, toujours à manipuler avec précaution, est estimé à environ 5-6% au niveau national. Mais ce chiffre est un leurre.

Il masque la réalité du sous-emploi massif et de l'économie informelle. Plus de 90% des emplois se situeraient dans le secteur informel: petits commerces, moto-taxis (wewa), jobs précaires sans aucune protection sociale.

Le vrai problème n'est donc pas le chômage en soi, mais la mauvaise qualité de l'emploi et le déclassement d'une jeunesse éduquée contrainte à des activités de subsistance.

2030: Projection Démographique et Urgence Absolue

Les projections des Nations Unies estiment la population congolaise à environ 131,5 millions d'habitants d'ici 2030. Près de 40 millions de jeunes supplémentaires seront en âge de travailler. C'est à la fois vertigineux et anxiogène.

Scénario catastrophe: Si la situation actuelle perdure, cette masse critique de jeunes sans emploi digne, sans perspective et sans inclusion sociale constituera une pression sociale et politique intenable.

Les risques d'instabilité dus à la montée de la criminalité et de l'exode rural massif vers des villes déjà saturées comme Kinshasa qui pourrait devenir l'une des plus grandes mégapoles du monde, sont réels.

Une bombe démographique latente.

Scénario vertueux: Inversement, si cette jeunesse est éduquée, formée, et intégrée dans un processus de développement, elle représente un dividende démographique unique.

Une main-d'œuvre nombreuse, jeune, dynamique et à moindre coût, capable de porter la croissance non seulement minière, mais aussi agricole, industrielle et des services. C'est le rêve de tout économiste.



Capitaux Étrangers: Leurre Minier ou Vecteur de Transfert de Compétences?

Les capitaux étrangers affluent, c'est indéniable. Mais ils se concentrent quasi exclusivement dans le secteur extractif

(cuivre, cobalt, coltan). Ces investissements créent de la richesse macroéconomique (exportations, PIB), mais sont peu pourvoyeurs d'emplois directs de qualité et à grande échelle, en raison de leur haute mécanisation.

Le défi pour la RDC est de négocier et d'exiger des investisseurs étrangers bien plus qu'une redevance. Il faut un partenariat stratégique incluant:

- **La formation et l'emploi local:** Imposer des quotas de main-d'œuvre et de cadres congolais, forçant un transfert de compétences.

- **La transformation sur place:** Passer de l'exportation de matières brutes à la création d'usines de transformation, un secteur bien plus intensif en emplois qualifiés.

- **Le développement d'infrastructures:** Les investissements miniers doivent être conditionnés à la construction de routes, de lignes électriques et d'écoles qui bénéficient à l'ensemble de l'économie.

L'objectif est de faire en sorte que les capitaux étrangers ne soient pas une fin en soi, mais un levier pour valoriser et monétiser le capital humain local.

Impact pour le Pays: La Croisée des Chemins

D'ici 2030, l'impact du capital humain sur le pays dépendra entièrement des choix politiques opérés aujourd'hui.

1. Sur le plan économique: Sans une amélioration radicale de la productivité du travail (via la santé, l'éducation, la formation), la croissance restera faible en dépit des richesses naturelles.

La consommation interne, pilier de toute économie résiliente, restera atone si la majorité de la population n'a pas de revenus décents.

2. Sur le plan social: La cohésion nationale est en jeu. Une jeunesse désœuvrée est un terreau fertile pour les discours radicaux, les conflits ethniques et la violence.

Inversement, une jeunesse employée et optimiste est le ciment d'une nation pacifiée.

3. Sur le plan géopolitique: Une RDC stable et prospère, portée par une main-d'œuvre compétitive, deviendrait incontestablement le moteur de l'Afrique centrale, attirant tous les investissements.

À l'inverse, une RDC instable deviendrait un maillon faible aux conséquences régionales désastreuses.

Le temps de l'action est maintenant

Le tableau est sans appel. La RDC dispose de moins d'une décennie pour inverser la vapeur. Les discours sur la jeunesse comme "avenir du pays" doivent se transformer en plan d'urgence nationale pour

l'emploi et la formation. Cela nécessite une réforme en profondeur du système éducatif, un partenariat public-privé audacieux avec les investisseurs, une lutte farouche contre la corruption qui assèche les ressources, et des investissements massifs dans la santé pour avoir une population non seulement nombreuse, mais aussi en bonne santé et productive.

En 2030, le nombre sera là. 150 millions d'habitants, des dizaines de millions de jeunes. La question n'est pas "combien", mais "dans quel état ?".

Le capital humain est la seule ressource véritablement renouvelable de la RDC.

Sa valorisation n'est pas une option, c'est une condition sine qua non pour éviter le naufrage et enfin réaliser le potentiel de ce géant.

Références

- Indice de capital humain (HCI): Banque mondiale, 0,37 (2020).
- Force de travail (2024): 38,5 M (Banque mondiale).
- Emploi/Population (2024): ~62 % (Banque mondiale).
- Chômage total (2024): ~5-6 % (Banque mondiale).
- Chômage des jeunes (2024): ~8-9 % (Banque mondiale).
- Population 2030: 131 532 201 (ONU – PopulationPyramid.net, WPP 2022/24).
- Pauvreté 2024: 73,5 % < 2,15 \$ (Banque mondiale).
- IDE 2023: 1,63 Md \$ (UNCTAD).

Par Augustine Kalunga



ECONOSCOPE
DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

★ **JOUEZ** ★
et **GAGNEZ!**

Participez à notre jeu-concours
et remportez de nombreux
cadeaux surprises!

👉 www.econoscope.info/concours

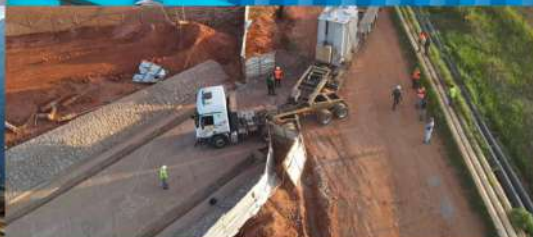




Fracht

Logistics DRC

**70 YEARS OF COMMITMENT
WITH PASSION ON SUPPORTING
YOUR GLOBAL LOGISTICS NEEDS**



FRACHT LOGISTICS DRC SA

Concession Gombe River
1022 Avenue des forces armées congolaises
Kinshasa Gombe

+243 853 966 616

saleskin@fracht.cd

